

ALLOCATION TOURISTIQUE

Les explications de la Banque d'Algérie

Lire l'article de A. Z. page 3



INFRACTION À LA LÉGISLATION DES CHANGES
**13 individus condamnés à
18 mois de prison à Souk Ahras** P. 3

Tebboune inaugure la foire de la production algérienne P. 3



LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR «Le découpage administratif des communes sera revu»

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4



QUAND L'HISTOIRE EXIGE DES COMPTES **La France face à son déni colonial**

Lire l'article de Laala Bechetoula page 6

Ghaza

«L'intention génocidaire d'Israël reste inchangée»

Vendredi, 71^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant plus de 600 attaques meurtrières contre les civils de Ghaza durant cette période, en plus de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Les attaques sionistes contre les civils de Ghaza se poursuivent. Le dernier rapport statistique, publié jeudi, par le ministère de la Santé de l'enclave fait état d'un martyr et 13 blessés, durant les précédentes 24h (mercredi).

Le nombre de victimes depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 passe ainsi à 395 martyrs et 1088 blessés, et 634 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide. Quant au bilan cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, il passe à 70.669 martyrs et 171.165 blessés.

Dans une vidéo partagée jeudi sur le compte Telegram du ministère de la Santé de Ghaza, le Dr. Ahmed Al-Farra, le chef du service de maternité et de pédiatrie au complexe médical Nasser, a annoncé le «martyr de Saeed Al-Saeed Abideen, un nourrisson prématuré, âgé de 29 jours, par hypothermie, en raison de la situation humanitaire catastrophique qu'endure sa famille qui survit dans une tente de fortune dans des conditions météorologiques extrêmes», a-t-il expliqué.

Concernant les attaques de l'armée d'occupation de jeudi, selon une publication du journaliste Motasem Dalloul sur son compte X, «4 personnes ont été tuées et 6 autres blessées lors d'un bombardement survenu ces dernières 24 heures (jeudi, ndlr) à Béni Suhaila, à l'est du Khan Younes, au sud de l'enclave».

AMNESTY : LES INONDATIONS À GHAZA SONT LES «CONSÉQUENCES PRÉVISIBLES DU GÉNOCIDE»

«La tragédie des inondations complètement évitables à Ghaza doit générer une action mondiale pour mettre un terme au génocide commis par Israël», ajoutant que «la dévastation causée par les pluies torrentielles (...) a été aggravée par les restrictions qu'Israël continue d'imposer à l'acheminement des équipements nécessaires à la réparation des infrastructures vitales», a déclaré Amnesty International dans un communiqué rendu public jeudi.

Pour Erika Guevara Rosas, directrice générale de la Recherche et du Plaidoyer, d'Amnesty, cette catastrophe était «totalement prévisible» et «n'a rien d'un accident». «Les terribles images de tentes inondées et de bâtiments effondrés à Gaza qui sont apparues ces derniers jours ne peuvent être imputées uniquement aux «intempéries». Ce sont les conséquences

prévisibles du génocide dont se rend coupable Israël et de sa politique délibérée de blocage de l'acheminement de matériaux destinés aux abris et aux réparations pour les personnes déplacées», a-t-elle déclaré.

Le communiqué rappelle qu'après les «multiples déplacements, la destruction ou l'endommagement d'au moins 81% des infrastructures et la désignation de près de 58% de la surface totale de Ghaza comme «zones interdites», la vaste majorité des Palestiniens et Palestiniennes vivent maintenant dans des tentes délabrées ou des abris endommagés où les eaux usées et les eaux de pluie débordent, exposés au froid et aux vents violents, sans soins médicaux adaptés ni équipements nécessaires pour supporter l'hiver».

Amnesty International affirme s'être rendue «sur les sites de trois bâtiments endommagés qui se sont effondrés après les tempêtes de la semaine dernière à Bir al Naaja (dans le camp pour personnes réfugiées de Jabalia), à Al Rimal (dans la ville de Ghaza) et à Sheikh Radwan (dans la ville de Gaza également), et s'est entretenue avec des membres de familles de personnes mortes dans l'effondrement de bâtiments».

Citant une «synthèse d'urgence publiée par une coalition d'organisations humanitaires» activant dans l'enclave, le communiqué affirme qu'Israël a bloqué, depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, «l'acheminement de l'équivalent de près de 50 millions de dollars des États-Unis d'aide humanitaire et d'autres produits essentiels vers Ghaza», et a rejeté «au moins 124 demandes d'acheminement d'aide humanitaire vers Ghaza formulées par des ONG».

Amnesty International considère que «le refus persistant d'Israël de lever les restrictions imposées à l'acheminement de produits essentiels et de respecter tant les mesures conservatoires contraignantes prises par la CIJ sur l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire que l'avis consultatif de la CIJ sur l'obligation de faciliter le travail de l'ONU dans l'ensemble du territoire palestinien occupé démontre une nouvelle fois que l'intention génocidaire d'Israël à Ghaza reste inchangée».

«Les gouvernements du monde entier doivent de toute urgence donner à Ghaza les moyens de se préparer pour les rudes conditions hivernales en poussant Israël à mettre un terme au blocus imposé» et à «lever toutes les restrictions à l'acheminement de produits vitaux, notamment les matériaux pour les abris, les aliments nutritifs et l'aide médicale», a ajouté Erika Guevara Rosas.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Suivi attentivement par les experts pour sa capacité à pour suivre les réformes et à mobiliser davantage de financements, le nouveau président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), le Mauritanien Sidi Ould Tah, qui a pris ses fonctions en septembre 2025 avec une forte légitimité (plus de 76% des voix), semble sur la bonne voie pour réaliser son principal objectif, en l'occurrence «démultiplier» la taille de la BAD pour répondre aux besoins de financement de l'Afrique, en s'appuyant sur les fondations solides laissées par son prédécesseur, Akinwumi Adesina.

Dans cet esprit, le Fonds africain de développement (FAD), la branche de financement concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement, vient d'obtenir un montant record de 11 milliards de dollars de contributions auprès de 43 partenaires dans le cadre de la 171^e reconstitution de ses ressources (FAD-17), dont la session d'annonce des contributions s'est tenue ces derniers jours à Londres. Soit une hausse de 23% par rapport à la reconstitution précédente, ressentie comme une confiance des partenaires dans les perspectives de développement de l'Afrique, sous le leadership du Groupe de la Banque africaine de développement et une tendance vers un nouveau modèle de développement fondé sur l'investissement.

En somme, il s'agit de la plus importante reconstitution de l'histoire du Fonds, acquise dans un environnement économique mondial morose, incitant de nombreux pays à de sérieuses contraintes budgétaires, ainsi qu'à une baisse drastique des budgets consacrés à l'aide au développement.

Les signes du réveil d'un continent ?

Pour le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Sidi Ould Tah, cette reconstitution marque un moment charnière. Elle reflète le choix des partenaires de privilégier l'ambition et l'investissement, même dans l'un des contextes mondiaux les plus difficiles pour le financement du développement.

«Le succès de l'ADF-17 confirme la solide confiance internationale dans l'orientation stratégique du Fonds et dans le potentiel de l'Afrique à obtenir des résultats à grande échelle. Cette reconstitution va au-delà de l'aide. Il s'agit d'un investissement stratégique, avec des retours mesurables en termes de stabilité, de croissance, de commerce et de résilience mondiale», a-t-il affirmé.

Des signes très prometteurs, surtout lorsqu'on constate que pour la première fois dans l'histoire du Fonds, 23 pays africains, dont 19 ont contribué pour la première fois aux côtés des contributeurs régionaux de longue date, ont apporté des contributions sans précédent à leur propre guichet de financement concessionnel. «L'Afrique n'est plus seulement bénéficiaire de financements concessionnels. L'Afrique est désormais co-investisseur dans son propre avenir», a souligné M. Ould Tah. Cela rappelle un autre signe donné précédemment à partir d'Alger, lors de la 41^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui s'est tenue du 4 au 10 septembre 2025 au Palais des expositions des Pins maritimes, sous le thème «Une passerelle vers de nouvelles opportunités», où des accords commerciaux et d'investissement d'une valeur record de 48,3 milliards de dollars US ont été signés. S'agit-il de signes annonciateurs d'un réveil du continent ?

Prix du président de la République pour la littérature et la langue arabe

Les lauréats primés

Les lauréats de la première édition du Prix du président de la République pour la littérature et la langue arabe ont été primés, jeudi au Centre international de Conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, lors d'une cérémonie présidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans la rubrique «Essor de la langue arabe», le premier prix du président de la République pour la littérature et la langue arabe a été décerné au chercheur Seddik

Boutiouta pour la réalisation d'un glossaire des satellites, le deuxième prix est revenu à l'enseignant Lakhdar Far pour la réalisation d'un dictionnaire dédié au secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, tandis que le troisième prix a été attribué à Ali Kechroud pour la réalisation d'un guide des règles de l'orthographe.

Dans la rubrique «Littérature et créativité», l'écrivaine Baba Hani Nanna a remporté le premier prix dans la catégorie du roman pour son ouvrage «Nirya». La poétesse Fatima Gherbi a, quant

à elle, été primée dans la catégorie de la poésie pour son recueil «Banat El-Djyad», tandis que le prix dans la catégorie de la nouvelle est revenu à Hafida Mimi pour son recueil de nouvelles «Mamnoue Ramy El-Amchadj».

En revanche, le jury a annoncé la non-attribution des prix dans les rubriques «Localisation des connaissances» et «Traduction», car «les œuvres soumises n'étaient pas à la hauteur du Prix du président de la République pour la littérature et la langue arabe», a-t-on précisé lors de la cérémonie.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Allocation touristique
 Les explications
 de la Banque
 d'Algérie

Les nouvelles procédures d'octroi de l'allocation touristique font des vagues, notamment sur la toile, où chacun y va de ses explications, souvent tendancieuses.

A. Z.

Pour mettre les choses au clair, le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Mohamed Benbahane, a précisé, jeudi, que la mise en œuvre de nouvelles modalités de règlement de la contre-valeur en dinars du droit de change pour voyage à l'étranger, annoncées à travers deux notes de la Banque d'Algérie (BA) adressées, mardi dernier, aux banques, visent à mieux organiser et réguler l'opération et, surtout, à mettre un terme aux dépassements récemment enregistrés en garantissant l'octroi de ce droit exclusivement aux bénéficiaires effectifs. La nouvelle mesure, qui introduit le paiement de la contrepartie en dinars exclusivement via des moyens de paiement scripturaux, tels que la carte CIB, le chèque bancaire ou le virement, en lieu et place du paiement en espèces, vise à «protéger le citoyen en lui permettant de traiter avec des institutions financières et non avec des personnes, et faire en sorte que le droit de change bénéficie à la personne concernée et non à des tiers », a relevé M. Mohamed Benbahane lors d'une intervention, jeudi, à la Radio nationale. Après avoir mis l'accent sur «la coordination étroite» entre la Banque d'Algérie et les autres banques commerciales pour faciliter l'ouverture d'un compte au profit du citoyen dès le dépôt de sa demande, l'intervenant a précisé que les nouvelles mesures organisationnelles s'inscrivent, en droite ligne, avec la transformation numérique que connaît l'Algérie. Dans ce contexte, il a fait observer que «le processus de numérisation de l'Economie nationale ainsi que les opérations financières commencent par l'ouverture d'un compte bancaire, au niveau de la Poste ou des banques, une opération qui a été facilitée au maximum par l'ensemble des banques commerciales». À cet égard, il a rappelé que le réseau bancaire national compte actuellement un total de 1.800 agences bancaires à travers l'ensemble du territoire national, ce qui permet, a-t-il

indiqué, d'optimiser les services bancaires et financiers aux citoyens, de manière à garantir l'inclusion financière. Interrogé sur le caractère obligatoire ou non de l'ouverture d'un compte bancaire pour chaque membre de la famille dans le cas d'un voyage familial, M. Benbahane a précisé que la législation en vigueur permet au chef de famille d'ouvrir un compte bancaire à partir duquel peuvent effectuer des opérations les enfants n'ayant pas atteint l'âge légal pour ouvrir un compte bancaire ou ceux qui sont encore à la charge de leur famille. Rappelons que la BA a expliqué à travers ses deux notes que l'octroi du droit de change est désormais subordonné à la détention, par le demandeur, d'un compte bancaire, et que les établissements bancaires doivent, dans ce cadre, mettre en œuvre l'ensemble des mesures de vigilance, notamment celles relatives à la connaissance du client, à la vérification de l'identité et à l'évaluation de la cohérence des opérations avec le profil du titulaire. Il est également exigé que la contre-valeur en dinars du montant en devises soit réglée exclusivement par des moyens scripturaux émis par les banques, tels que la carte CIB, le chèque bancaire ou tout autre instrument scriptural autorisé, le paiement en espèces n'étant plus admis. Les nouvelles modalités stipulent également que l'encaissement de la contre-valeur en dinars du droit de change relève exclusivement des banques, le règlement sera effectué directement auprès de la banque par le bénéficiaire effectif du droit de change ou par tout citoyen résident au profit de son conjoint ou de ses ayants droit. Les nombreux cas de fraude à l'allocation touristique démasqués par les résultats des enquêtes engagées par les autorités compétentes, impliquant certaines agences de voyage, ont incité la BA à prendre des mesures pour mettre un terme à cette « fraude organisée », selon les termes du ministre de l'Intérieur et des Transports.

Tebboune inaugure la foire de la production algérienne

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, jeudi après-midi, au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, à l'inauguration de la 33e édition de la Foire de la production algérienne (FPA). Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, par la suite, à l'inauguration du nouveau pavillon d'exposition, baptisé «Pavillon de la Palestine». A cette occasion, le président de la République a écouté des explications exhaustives sur le nouveau pavillon, présentées par le Directeur général de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), Karim Boukadoum. Il a également suivi un exposé présenté par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdelatif, sur la répartition du tissu économique, le bilan des opérateurs économiques dans le secteur de la production de biens et de services, et la participation des entreprises économiques algériennes. Le président Tebboune a, ensuite, visité plusieurs stands de la Foire. Au pavillon du ministère de la Défense nationale (MDN), le chef de l'Etat a écouté des explications détaillées sur les nouveautés de l'industrie militaire, notamment dans le domaine de la fabrication de véhicules de combat, de systèmes d'armement et de drones. Il a ainsi visité le stand de l'Eta-

blissement de construction mécanique de Khenchela, spécialisé dans la fabrication d'armes légères, où il a pris connaissance des derniers produits et armes, dont le fusil à pompe semi-automatique, fleuron de l'industrie militaire nationale. Le président de la République s'est également arrêté au stand de la Base centrale logistique de la 1ère Région militaire, où des explications détaillées lui ont été fournies sur la chaîne de fabrication de batteries et les dernières technologies dans le domaine de l'énergie. Au niveau du stand de l'Etablissement de rénovation des matériels automobiles, le président de la République a écouté des explications sur les chambres froides, dont la production connaît un développement notable, en phase avec les besoins des unités de l'Armée et dans l'objectif d'atteindre l'autosuffisance. Par la suite, le président de la République a visité le stand du secteur de l'industrie pharmaceutique, où il a écouté des explications sur l'activité du groupe LDM spécialisé dans la fabrication de médicaments, ainsi que sur la nouvelle usine de production de traitements hormonaux, la cinquième usine de ce type dans le monde, fabriquant des médicaments antithyroïdiens dans le cadre d'un partenariat algéro-allemand. Le président de la République a aussi visité le stand du Centre national de recherche en biotechnologie (CRBt) de Constantine, rele-

vant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, où il a écouté un exposé sur la contribution de ce centre dans le domaine de l'agriculture, notamment l'agriculture tubulaire qu'il a développée pour la production de nouveaux fruits qui viennent s'ajouter aux cultures algériennes, comme la banane, ainsi que son rôle dans les domaines de la formation et de la santé. Le président de la République a également visité le stand du groupe Gip lait, où il s'est enquis des nouveaux produits et des réalisations accomplies par ce leader de l'industrie du lait et des produits laitiers. Dans ce cadre, des explications lui ont été fournies sur la stratégie adoptée par le groupe, conformément aux orientations des hautes autorités du pays concernant la valorisation de la production nationale. Au stand du groupe agro-industries AGRODIV, le président de la République a suivi des explications sur le bilan du groupe et ses nouveaux produits, notamment avec son expansion et les nouvelles unités entrées en exploitation. Au stand du groupe de sidérurgie Tosyali-Algérie, le président de la République a écouté des explications sur les nouveaux projets lancés par le groupe à Gara Djebilet et Béchar, avant de visiter le stand du groupe CERAM DECOR, spécialisé dans la céramique, qui emploie plus de 2.000 travailleurs et exporte vers plus de 25 pays.



Belkacem Ahcène Djaballah

Après avoir gagné, il y a de cela quatre années, la Coupe arabe des nations de football, et partie, cette année, au Qatar avec l'espoir (et presque l'assurance) de la conserver, l'équipe nationale de foot A l'a, cette-fois, perdue. Ainsi donc, le «one-two-three, Viva l'Algérie» s'est retrouvé, à la grande déception des supporters d'ici et d'ailleurs, déplacés assez nombreux, relégué au second plan et même, suprême affront, raillé par les supporters de l'équipe adverse qui nous a éliminés aux tirs au but, ceux des Eau, lesquels avec une équipe pourtant faite de bric et de broc, des joueurs «importés» d'Amérique latine et naturalisés pour la circonstance, se sont donnés à cœur joie. A vrai dire, l'affront aura été bien supportable face à une équipe vraiment nationale, le Maroc, par exemple.

Heureusement, si au niveau du sport, ça n'a pas marché, il y a un domaine où l'Algérie a décroché le gros lot. Grâce, il est vrai à un footballeur. Certes retraité depuis belle lurette mais toujours sur le front, à travers son nouvel emploi de commentateur sportif sur un plateau de télévision. Il s'agit de Ali Bencheikh, l'ancienne vedette du Mouloudia d'Alger et de l'équipe nationale et animateur iconique d'une télé privée algérienne. Très connu pour ses dribbles mais aussi et surtout, dorénavant, pour son langage direct, souvent fleuri de pétales mais aussi d'épines.

Pour l'occasion, celle se déroulant au Qatar, une télévision arabe, Al-Kass Tv, a fait appel à ses «compétences» en tant que commentateur associé. Ses compétences ? On en sait un bon bout puisqu'il collabore, depuis plusieurs années, en tant que consul-

LA LANGUE D'«ALILOU»

tant, au sein de la chaîne algérienne d'informations sportives El HadeF. On peut penser tout ce que l'on voudra de ses commentaires, mais ce qui est certain c'est qu'ils font mouche et captent l'attention. D'autant qu'elles sont produites, parallèlement à un discours direct et sans fioritures, en langue arabe algérien (comprenez un peu d'arabe scolaire, beaucoup de dialectal, des bribes de français et peu d'anglais) donc compréhensibles par toutes les régions et par tous les téléspectateurs.

Certains pensaient que son passage dans une chaîne arabe allait entraîner un échec. Eh bien, non ! Grâce à son franc parler - et à un comportement admiré- il a dérouté tous les pronostics et, en très peu de temps, il est devenu une véritable vedette, faisant honneur au pays et surtout faisant oublier la déroute sportive de l'équipe nationale A'. De plus, il a réussi à bien faire connaître et imposer, dans le monde médiatique oriental, l'arabe algérien (cette «langue populaire si pleine d'un soleil indestructible» dicit Keltoum Staali, 2025), une langue en voie de construction, mais désormais de plus en plus comprise et appréciée. Il a même «osé» corriger des commentateurs qui utilisaient, en matière de foot, des (trop!) expressions anglaises alors que chez nous, dans notre langue quotidienne, les termes sont bel et bien en arabe scolaire. Je parle algérien, a-t-il martelé. Et, il en est fier. Nous aussi. Conclusion : il vaut mieux avoir un Bencheikh qui parle algérien qu'un ...qui s'efforce de parler « Khalidjien » a dit quelqu'un. Décidemment, 'Alilou n'arrête pas de nous étonner (et, pour ne pas changer, d'agacer certains !)

Infraction à la législation des changes

13 individus condamnés à 18 mois de prison à Souk Ahras

Le tribunal de Souk Ahras a condamné, jeudi après-midi, 13 individus à 18 mois de prison ferme et à une amende de 200.000 dinars pour les délits d' "entrée et de sortie illégales du territoire national" et "infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux", a-t-on appris auprès du parquet. La même source a précisé que " les 11 et 14 décembre 2025, les gardes-frontières de Souk Ahras ont arrêté 13 individus qui tentaient de

franchir la frontière en provenance d'un pays frère de manière illégale, en dehors du poste frontière, après avoir bénéficié d'une allocation de voyage de 750 euros, et ce, pour échapper aux conditions légales imposées pour bénéficier de cette allocation, notamment la durée de séjour à l'étranger conformément à la réglementation ".

Après le contrôle des concernés, une somme d'argent en devises de 750 euros a été découverte en possession de chacun d'eux, a

ajouté la même source, soulignant qu' " après l'enquête préliminaire menée par la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Heddada, les suspects ont été présentés devant la procureur de la République et poursuivis en vertu des procédures de comparution immédiate pour avoir commis les délits cités".

La même source a rappelé que "ces actes sont punis par l'article 175 bis 1 du code de procédure pénale et les articles 01 et 01 bis de l'Ordonnance n 96-22 du

9 juillet 1996, modifiée et complétée, relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger ".

Le jugement rendu condamne les 13 individus à une peine de 18 mois de prison ferme et à une amende de 200.000 dinars, ainsi qu'au versement d'un dédommagement de 200.000 dinars à la partie civile, selon la même source.

Le ministre de l'Intérieur «Le découpage administratif des communes sera revu»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné, mercredi soir, que « le renforcement de la gouvernance locale et l'instauration d'une administration territoriale capable de répondre efficacement aux besoins des citoyens s'inscrivent au cœur des réformes continues que l'Etat s'attèle à concrétiser ».

El-Houari Dirmi

Répondant aux préoccupations des membres du Conseil de la Nation concernant le projet de loi relatif à l'organisation territoriale du pays, Sayoud a affirmé que « le renforcement de la gouvernance locale, la réalisation d'une répartition équilibrée et cohérente des unités administratives et la prise en charge des besoins des citoyens constituent une démarche importante qui s'inscrit au cœur des réformes continues de l'Etat algérien, sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune ».

Cette démarche fait partie des engagements du président dans le cadre de « la vision stratégique de poursuivre les efforts visant à corriger les déséquilibres territoriaux et à créer des collectivités locales reposant sur des bases solides et réalistes et sur des critères objectifs et pointus », a-t-il précisé.

Et d'ajouter que son secteur s'attèle à « élaborer une feuille de route pour la

réforme du système financier local en vue de permettre aux collectivités locales de mobiliser leurs propres ressources, sans dépendance excessive aux allocations et transferts du budget de l'Etat, susceptibles de réduire leur autonomie ».

Concernant les critères de découpage administratif, le ministre a rappelé que les wilayas du Sud « détiennent la part du lion dans ce découpage », indiquant que l'objectif est de « résorber les distances et de permettre aux autorités locales de mieux maîtriser la gestion des affaires publiques », soulignant que l'opération « se poursuivra pour englober d'autres régions du pays si nécessaire, et à chaque fois que les conditions du découpage sont réunies ».

Dans le but d'améliorer la gestion des affaires locales, Sayoud a estimé nécessaire « la révision du découpage administratif des communes, une question qui sera étudiée prochainement », précisant à ce propos que « la réussite de toute stratégie demeure tributaire de la disponibi-

lité des moyens nécessaires ». Pour le ministre, la promulgation des lois relatives à la commune et à la wilaya représente « une étape stratégique majeure visant à renforcer la décentralisation et à dynamiser la participation des citoyens à la gestion de leurs affaires locales, notamment à travers les nouveaux mécanismes proposés en matière d'élargissement des prérogatives des élus ».

A cette occasion, Sayoud a salué « le travail et les efforts des élus qui ont permis d'éviter toute situation de blocage durant leur mandat, et ont démontré leur capacité à gérer les affaires locales », les appelant « à redoubler d'efforts au service du citoyen et à faire face aux problèmes auxquels il est confronté ».

Par ailleurs, le ministre a révélé que le phénomène de la migration clandestine « a reculé grâce aux efforts considérables déployés par les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) et les Services de sécurité qui veillent à garantir la sécurité et l'intégrité territoriale du pays ».

Forum de partenariat Afrique-Russie Attaf s'entretient avec son homologue égyptien

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu, vendredi au Palais Al-Tahrir au Caire, avec son homologue égyptien, M. Badr Abdelatty, dans le cadre de sa visite officielle en Egypte pour prendre part à la 2e session du Forum de partenariat Afrique-Russie au niveau ministériel, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux ministres ont passé en revue « les conclusions

de la 9e session de la Grande Commission mixte algéro-égyptienne, tenue au Caire le 26 novembre dernier ».

Ainsi, ils ont salué la qualité de ces conclusions et souligné l'attention particulière accordée par les dirigeants des deux pays frères, le président M. Abdelmadjid Tebboune et son frère le président Abdel Fattah Al-Sissi, à tout ce qui contribue au développement des relations de fraternité, de coopération et de partenariat entre l'Algérie et l'Egypte», précise le communiqué.

S'agissant de la situation régionale et internationale, la réunion a constitué une occasion d'échanger les vues sur un ensemble de questions d'intérêt commun pour les deux pays frères, ajoute le communiqué.

«Il s'agit de la situation à Ghaza en particulier et de la cause palestinienne en général, ainsi que des crises au Soudan et en Libye et des développements de la situation sécuritaire et politique dans la région sahélo-saharienne», conclut le communiqué.

Souscription de la déclaration mensuelle G50 Ouverture exceptionnelle aujourd'hui des recettes des impôts

Les recettes des impôts seront exceptionnellement ouvertes aujourd'hui samedi, au profit des contribuables concernés par la souscription de la déclaration mensuelle G50 du mois de novembre 2025 et le paiement des droits y afférents, a indiqué la Direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué.

La Direction a précisé que les recettes des impôts relevant des centres des impôts ainsi que les recettes classiques ouvriront, à titre exceptionnel, le samedi 20 décembre, de 08h30 à 16h00, afin de permettre aux contribuables de ré-

gulariser leurs obligations déclaratives et de paiement dans les meilleures conditions. La Direction générale des impôts a, par ailleurs, indiqué que le dernier délai de souscription de la déclaration mensuelle relative au mois de novembre 2025 est fixé au dimanche 21 décembre 2025.

Dans ce cadre, la DGI a renouvelé le rappel selon lequel les contribuables relevant des services fiscaux dotés du système d'information de la Direction générale des impôts «Jibaya' tic», et disposant de comptes d'accès à l'espace

de télédéclaration et de télépaiement, peuvent effectuer leurs déclarations et paiements par voie électronique, 24h/24, tous les jours de la semaine, jusqu'à minuit du dimanche 21 décembre 2025.

La Direction a également invité les contribuables n'ayant pas encore obtenu leurs comptes d'accès à l'espace de télédéclaration et de télépaiement à se rapprocher, dans les plus brefs délais, des services fiscaux dont ils relèvent, au niveau des centres des impôts ou des inspections des impôts, afin de les obtenir.

Plus de 2,4 millions d'opérateurs inscrits au registre du commerce

Le nombre total des opérateurs économiques inscrits au registre du commerce a dépassé 2,4 millions, a révélé, jeudi à Alger, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif.

Présentant un exposé devant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de l'inauguration de la 33e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) au Palais des expositions, Mme Abdellatif a expliqué que le nombre total des inscrits au registre du commerce s'élève à 2.419.913 opérateurs au 10 décembre courant, répartis entre 2.145.557 personnes physiques (89 % du total

des inscrits) et 274.356 personnes morales (entreprises).

Concernant la répartition des opérateurs économiques par secteur d'activité, les données présentées par la ministre révèlent que 42,11 % exercent dans le commerce de détail (1.092.176 commerçants), 37,6 % dans les services (975.346 opérateurs) et 14,45 % dans la production de services et de biens (374.748 opérateurs), contre 4,45 % dans le commerce de gros (115.423), 0,90 % dans l'importation pour la revente en l'état (23.243), 0,31 % dans l'exportation (8.111) et 0,18 % dans la production artisanale (4.666).

Evoquant le développement des entreprises de produc-

tion ces cinq dernières années, Mme Abdellatif a souligné que leur nombre a augmenté de plus de 36.000 opérateurs économiques, passant de 338.039 en 2020 à 374.748 début décembre en cours (+10 %), dont 275.429 sont des personnes physiques (73 % du nombre total) et 99.319 sont des personnes morales (27 %).

Selon les mêmes données, plus de 50 % des opérateurs actifs dans la production de biens et de services sont concentrés dans dix (10) wilayas, à savoir, Alger, Oran, Tizi Ouzou, Sétif, Bejaïa, Constantine, Blida, Boumerdès, Batna et Bordj Bou Arreridj.

Il a risqué sa vie pour sauver des passagers dans un train

Le roi Charles III reçoit l'Algérien Samir Zitouni

Le roi Charles III a reçu, mercredi, Samir Zitouni, l'Algérien qui a risqué sa vie pour sauver des passagers dans un train en Grande Bretagne lors d'une agression au couteau, en novembre dernier.

Le roi Charles III a reçu Samir Zitouni, qui travaille comme agent de sécurité dans le train, ainsi que le conducteur Andrew Johnson, lors d'une réception organisée en leur honneur et en reconnaissance par les plus hautes autorités britanniques de leur bravoure face à l'assaillant qui avait tenté d'agresser des passagers du train dans la région de Cambridgeshire, le 1er novembre dernier. Zitouni a fait face à l'assaillant qui s'était attaqué aux passagers avec un couteau. Poignardé à plusieurs reprises, il avait été admis à l'hôpital. Suite à cette agression, le Consul général d'Algérie à Londres, Abdelmadjid Amini, s'est immédiatement déplacé au chevet du ressortissant algérien.

Le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, avait salué «la bravoure et l'héroïsme exceptionnels de notre concitoyen qui a suscité une vague de sympathie, de reconnaissance et d'admiration au niveau de la classe politique et de la société britannique». «L'élan spontané de notre concitoyen d'apporter son aide et son assistance intrépide à autrui, quels qu'en soient les circonstances et les sacrifices, n'est pas étranger aux valeurs algériennes ancestrales de courage, de vaillance et d'humanisme solidement enracinées chez nos compatriotes où qu'ils se trouvent dans le monde», avait-il souligné.

Ministère de la Poste Un portail numérique pour les doléances des citoyens

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a lancé un nouveau portail numérique dénommé «Insat», dédié à la prise en charge des doléances des citoyens et leur permettre de déposer leurs réclamations, suggestions et demandes d'audience relatives aux services postaux et aux télécommunications électroniques, indique jeudi un communiqué du ministère. «Dans le cadre du renforcement des canaux de communication avec les citoyens ainsi que de la qualité des services publics, le ministère de la Poste et des Télécommunications, met à la disposition des citoyens le portail «Insat», dédié à la prise en charge de leurs doléances, accessible via le lien suivant : <https://insat.mpt.gov.dz>», précise la même source.

Le portail vise à «permettre aux citoyens de déposer leurs réclamations, suggestions et demandes d'audience relatives aux services postaux et aux télécommunications électroniques, de manière simple et sécurisée, tout en garantissant leur traitement dans des délais raisonnables et avec une plus grande transparence», ajoute le ministère.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS de RELIZANE
NIF: 424024000048285

Avis De Pré-Qualification

Suite aux résultats du jugement des offres candidatures, relatif au concours national d'architecture restreint N°77/2025 paru au Journaux (الجمهوريات) (en langue arabe en date du 04/12/2025) et (LE QUOTIDIEN D'ORAN en langue Française en date du 07/12/2025),

PROJET : ETUDE, SUIVI POUR REALISATION D'UNE POLYCLINIQUE AU NIVEAU DU SITE 720 LPL+ LS POLE URBAIN BELASSEL BOUZEGZA COMMUNE DE BELASSEL BOUZEGZA WILAYA DE RELIZANE (CITES D'HABITAT INTEGRES PROGRAMME 2026)

Avis Direction des équipements public de la wilaya de relizane, Les bureaux d'études pré-qualifiés sont les suivants:

N°	BUREAUX D'ETUDE PRE-QUALIFIE	N°	BUREAUX D'ETUDE PRE-QUALIFIE
01	MAMOUNI SOFIANE	20	GROUPEMENT MOKHTAR YUCEF + DJALEM MOURAD MOKHTAR GERANT MOKHTAR YUCEF
02	CHERBALLAH HABIB	21	ELAGOUN MAHMOUD
03	GROUPEMENT BENABDERRAHMAN DJAMEL + TAHAR ASIA GERANT TAHAR ASIA	22	GROUPEMENT KAD MOHAMED + CHIKHAOU BOUZIANE GERANT KAD MOHAMED
04	ALEM SID AYMED	23	LOUHBI MOHAMED REDA
05	GROUPEMENT BENALI SOUD + GAZMI MOHICEN GERANT BENALI SOUD	24	GROUPEMENT BENAIMED MONAMED EL AMIN + MEZHOUD NABIL GERANT MEZHOUD NABIL
06	BOUKHRIS AHMED	25	GROUPEMENT HENNI HOUDAIFA + ABED OMAR GERANT HENNI HOUDAIFA
07	GROUPEMENT BENMBAREK BILAL + NESBA MOHAMMED OUEJDI GERANT BENMBAREK BILAL	26	BELBACHIR BENAOUA
08	BENMBAREK FAYSSAL	27	GROUPEMENT MAHI MOUSTAFA + TAHRI SAID GERANT MAHI MOUSTAFA
09	GROUPEMENT ATATFA TAHA NADJI + ZAHZAH ABDELGHANI GERANT ATATFA TAHA NADJI	28	BELMOKHTAR MALIKA
10	EL HAOUARI ABD EL DJALIL	29	SADJI AMINE HADJI AHMED
11	GROUPEMENT BRAHIMI GHANEM + ABD EL KRIM CHAOUCH GERANT BRAHIMI GHANEM	30	BETTAHAR MOHAMMED AMIN
12	KERKACHE BENAOUA	31	GROUPEMENT HOUARI AMINA + MERIEM AMINE GERANT HOUARI AMINA
13	BOUBEGRA ABOU BAK ESSIDDIK	32	GROUPEMENT RABAH ALI + BAROUD DJAMAL EDDINE GERANT RABAH ALI
14	GROUPEMENT HADRI MOHAMMED + KAMUMIA HOUSSEN GERANT HADRI MOHAMMED	33	MEDJADJI SAID
15	GROUPEMENT GHERBI MOHAMED SARL SETAUR GERANT GHERBI MOHAMED	34	GROUPEMENT MEKIOUI MOHAMED EL AMIN + BENIARKAT BELHADJ GERANT MEKIOUI MOHAMED EL AMIN
16	GROUPEMENT MILOUDI KHLIFA + CHARAF NADIRA GERANT CHARAF NADIRA	35	BOUKARABILA AMINA
17	GROUPEMENT RABAH HALAH ILYES + BOURTIMA KAMEL GERANT RABAH HALAH ILYES	36	MERABET AEK
18	NEDJARI MOHAMMED	37	BACHA MOHAMED AMINE
19	GROUPEMENT SADJI TAHAR + BENALOU SAMIR GERANT BENALOU SAMIR	/	/

Les bureaux d'études pré-qualifiés sont invités à remettre les offres techniques, prestations et les offres financières du projet cité ci dessus dans un délai de 15 jours conformément aux clauses du cahier des charges.

Les offres, doivent être présentées dans trois (03) enveloppes distinctes.

- Une enveloppe contenant « offre technique » comprenant les pièces exigées dans le cahier des charges.
- Une enveloppe contenant « l'offre prestations » avec l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.
- Une enveloppe contenant « l'offre financière » comprenant les pièces requises par le cahier des charges.

Les trois enveloppes doivent parvenir sous pli anonyme et fermé à l'adresse suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE la wilaya de RELIZANE
 « Soumission à ne pas ouvrir »

AVIS DE CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT N°77/2025

(Offre technique, Prestation et Offre financière)

La date de dépôt des offres est fixée au 15 jour avant 11:00 heures, à compter de la date de la première parution de l'avis de pré-qualification au BOMOP ou les journaux nationaux.

L'ouverture des plis des offres techniques est prévue le même jour de dépôt des offres à 11:00 heures. Si la date de dépôt et d'ouverture des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de fin de semaine celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant aux mêmes horaires, au siège de la direction des équipements public de la wilaya de Relizane

ANEP N° 2531016394 Le Quotidien d'Oran 20/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS de RELIZANE
NIF: 424024000048285

Avis De Pré-Qualification

Suite aux résultats du jugement des offres candidatures, relatif au concours national architecture restreint N°66/2025 paru au Journaux (الجمهوريات) (en langue arabe en date du 04/12/2025) et (LE QUOTIDIEN D'ORAN en langue Française en date du 07/12/2025),

PROJET: ETUDE, SUIVI POUR REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 2 AU NIVEAU DU SITE 490 LPL+LS COMMUNE DE MENDES WILAYA DE RELIZAN (CITES D'HABITAT INTEGRES PROGRAMME 2026)

Avis Direction des équipements public de la wilaya de Relizane, Les bureaux d'études pré-qualifiés sont les suivants :

N°	BUREAUX D'ETUDE PRE-QUALIFIE	N°	BUREAUX D'ETUDE PRE-QUALIFIE
01	CHERBALLAH HABIB	22	BEKHEDDA SMIR
02	GROUPEMENT KARIME MOHAMED + BESSEKRI ISLAM GERANT KARIME MOHAMED	23	GROUPEMENT HADRI MOHAMMED + KAMUMIA HOUSSEN GERANT HADRI MOHAMMED
03	BOUKHRIS AHMED	24	GROUPEMENT RABAH HALAH ILYES + BOURTIMA KAMEL GERANT RABAH HALAH ILYES
04	ZEROUKI MOUSSA	25	NEDJARI MOHAMMED
05	GROUPEMENT BENMBAREK BILAL + NESBA MOHAMMED OUEJDI GERANT BENMBAREK BILAL	26	GROUPEMENT MOKHTAR YUCEF + DJALEM MOURAD MOKHTAR GERANT MOKHTAR YUCEF
06	BENMBAREK FAYSSAL	27	ELAGOUN MAHMOUD
07	GROUPEMENT MESKINE BOUALEM + MORDJANE YUCEF GERANT MESKINE BOUALEM	28	GROUPEMENT TAHAR ASSIA + DERBAL MOHAMMED AZZEDDINE GERANT TAHAR ASSIA
08	GROUPEMENT ATATFA TAHA NADJI + ZAHZAH ABDELGHANI GERANT ATATFA TAHA NADJI	29	GROUPEMENT KAD MOHAMED + CHIKHAOU BOUZIYAN GERANT KAD MOHAMED
09	NOURINE TAZGHAT	30	LOUHBI MOHAMED REDA
10	HAOUARI ABD EL DJALIL	31	GROUPEMENT HENNI HOUDAIFA + ABED MAAR GERANT HENNI HOUDAIFA
11	GROUPEMENT BRAHIMI GHANEM + ABD EL KRIM CHAOUCH GERANT BRAHIMI GHANEM	32	GROUPEMENT OUTALEB ABD ERRAZAK + BEKKAR NADHIR OUSSAMA GERANT OUTALEB ABD ERRAZAK
12	GROUPEMENT ALI YUCEF + BENABID MOHAMMED GERANT ALI YUCEF	33	GROUPEMENT CHERGUI AMINA + BENMEHAL MADJDOUB ABD EL KRIM GERANT CHERGUI AMINA
13	GROUPEMENT KARI WALID + HAOUES SALAH GERANT KARI WALID	34	BELMOKHTAR MALIKA
14	KERRAS RACHID	35	GROUPEMENT BEKKADOUR SIDI AHMED + BECHIEKH GHOLEM ALLAH GERANT BEKKADOUR SIDI AHMED
15	GROUPEMENT MEFLAH HADJ MOHAMED EL AMINE + CHENINI ABD EL HAMID GERANT MEFLAH HADJ MOHAMED EL AMINE	36	GROUPEMENT MAHI MOUSTAFA + TAHRI SAID GERANT MAHI MOUSTAFA
16	CHAIBE DRA MOHAMED CHERIF EL AMINE	37	BETTAHAR MOHAMMED EL AMIN
17	KERKACHE BENAOUA	38	GROUPEMENT HOUARI AMINA + MERIEM AMINE GERANT HOUARI AMINA
18	GROUPEMENT MERARI MOHAMMED + CHENAFI NAZIH GERANT MERARI MOHAMMED	39	GROUPEMENT AIT ATMANE MOHAMMED + KHELIFA SENOUSSE MOHAMED GERANT KHELIFA SENOUSSE MOHAMED
19	BOUAMRANE ABDERRAZAK	40	GROUPEMENT RABAH ALI + BAROUD DJAMAL EDDINE GERANT RABAH ALI
20	BENYAHIA OTHMAN	41	MEDJADJI SAID
21	BOUBEGRA ABOU BAK ESSIDDIK	42	NABAR MOHAMED

Les bureaux d'études pré-qualifiés sont invités à remettre les offres techniques, prestations et les offres financières du projet cité ci dessus dans un délai de 15 jours conformément aux clauses du cahier des charges.

Les offres, doivent être présentées dans trois (03) enveloppes distinctes.

- Une enveloppe contenant « offre technique » comprenant les pièces exigées dans le cahier des charges.
- Une enveloppe contenant « l'offre prestations » avec l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.
- Une enveloppe contenant « l'offre financière » comprenant les pièces requises par le cahier des charges.

Les trois enveloppes doivent parvenir sous pli anonyme et fermé à l'adresse suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE la wilaya de RELIZANE
 « Soumission à ne pas ouvrir »

AVIS DE CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT N°66/2025

(Offre technique, Prestation et Offre financière)

La date de dépôt des offres est fixée au 15 jour avant 11:00 heures, à compter de la date de la première parution de l'avis de pré-qualification au BOMOP ou les journaux nationaux.

L'ouverture des plis des offres techniques est prévue le même jour de dépôt des offres à 11:00 heures. Si la date de dépôt et d'ouverture des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de fin de semaine celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant aux mêmes horaires, au siège de la direction des équipements public de la wilaya de Relizane

ANEP N° 2531016407 Le Quotidien d'Oran 20/12/2025

Quand l'Histoire exige des comptes La France face à son déni colonial



Par Laala Bechetoula

Le 21 décembre 2025 marque une date charnière dans la relation algéro-française. Ce jour-là, l'Assemblée populaire nationale examine une proposition de loi visant à criminaliser cent trente-deux années de colonisation française. Le texte, composé de vingt-sept articles, ne relève ni de l'émotion ni de la posture idéologique. Il s'agit d'une construction juridique méthodique qui pose frontalement une question que la France officielle s'efforce d'éviter depuis plus de six décennies : celle de la responsabilité historique.

Vingt-sept articles pour qualifier juridiquement ce que l'Histoire a déjà tranché moralement. Vingt-sept chefs d'accusation rappelant que la France, si prompte à se présenter comme la patrie universelle des droits de l'homme, demeure singulièrement mal à l'aise lorsqu'il s'agit d'examiner son propre passé colonial en Algérie autrement qu'à travers des formules prudentes, des rapports édulcorés et des gestes symboliques sans portée juridique.

Cette initiative algérienne intervient dans un climat de tension alimenté par des attaques répétées de certains médias français et de responsables politiques d'extrême droite à l'encontre de l'Algérie. À chaque prise de parole algérienne sur la mémoire coloniale, le même procès en intention est instruit : instrumentalisation du passé, ressentiment permanent, stratégie de diversion. La demande de justice devient une provocation, et l'exigence de vérité, une menace. Ce réflexe révèle moins une divergence historique qu'un malaise profond face à la remise en cause d'un récit longtemps tenu pour intangible.

Les faits, pourtant, sont établis. Le 14 juin 1830, l'armée française débarque à Sidi Fredj. Il ne s'agit ni d'un malentendu diplomatique ni d'une entreprise civilisatrice. L'opération vise la conquête d'un territoire souverain, reconnu comme tel par les puissances de l'époque, doté de ses institutions, de sa monnaie et de son organisation politique. Les prétextes avancés relèvent du répertoire classique des en-

treprises coloniales ; la réalité est celle d'une domination imposée par la force.

Ce qui s'ensuit constitue une longue séquence de violences structurelles : massacres de civils, enfumades, confiscations massives de terres, déplacements forcés de populations, destruction des structures sociales et culturelles. La colonisation ne fut pas une simple occupation, mais une entreprise de dépossession globale. Les résistants algériens furent pour beaucoup déportés jusqu'en Nouvelle-Calédonie, loin de leur terre et de leur mémoire, dans une logique d'anéantissement politique.

Parmi ces violences fondatrices, certaines demeurent encore largement marginalisées dans le récit officiel français. C'est le cas du génocide de Laghouat, survenu les 2 et 3 décembre 1852. Cette ville saharienne fut soumise à un bombardement massif, suivi de l'utilisation de gaz asphyxiants dans des espaces clos, provoquant l'extermination d'une part considérable de sa population civile. Les sources historiques concordent pour décrire une opération punitive d'une brutalité extrême menée contre une population majoritairement désarmée. Laghouat ne fut pas un épisode isolé, mais l'une des manifestations les plus explicites de la logique coloniale : terroriser pour soumettre, anéantir pour gouverner.

Les données démographiques confirment l'ampleur du traumatisme. Entre 1830 et 1875, la population algérienne passe d'environ trois millions à un peu plus de deux millions d'habitants. Un effondrement que de nombreux historiens qualifient aujourd'hui de catastrophe démographique majeure. Cette violence de masse, loin de s'interrompre avec la fin de la conquête, se prolonge sous d'autres formes au XXI^e siècle.

La continuité de cette logique apparaît de manière tragique avec les essais nucléaires français dans le Sahara, menés entre 1960 et 1966. Là encore, les populations locales servent de variable négligeable dans une démonstration de puissance d'État. Les conséquences sanitaires et environnementales persistent, tandis que les cartes de dissémination radioactive

demeurent partiellement classifiées. De Laghouat aux sites nucléaires sahariens, c'est une même conception de la vie colonisée qui transparaît : exposable, sacrificable, effaçable.

En février 2017, une déclaration semblait pourtant annoncer un possible tournant. En visite à Alger, Emmanuel Macron, alors candidat à la présidence française, qualifie publiquement la colonisation de « crime ». L'affirmation est claire, assumée, prononcée devant témoins. Mais une fois élu, le discours change de registre. Les gestes deviennent symboliques, prudents, soigneusement calibrés. Le rapport Stora évite toute qualification juridique engageante. Les excuses restent implicites, jamais formalisées dans un cadre d'État à État.

Cette dissociation entre reconnaissance politique et responsabilité juridique permet à la France de reconnaître sans réparer, d'admettre sans assumer. C'est précisément ce verrou que la démarche algérienne de décembre 2025 entend faire sauter. En transformant la mémoire en droit, l'Algérie ne provoque pas : elle structure. Elle ne radicalise pas : elle formalise.

Le projet de loi algérien dresse une liste précise de crimes coloniaux, tous déclarés imprescriptibles, et exige des excuses officielles ainsi qu'une indemnisation globale et équitable. Il criminalise également l'apologie du colonialisme, considérant qu'aucune entreprise fondée sur la violence ne peut être célébrée sans insulter la mémoire des victimes.

La réaction française, marquée par des attaques répétées de certains médias et responsables politiques d'extrême droite, oscille entre minimisation et condescendance. La question centrale demeure pourtant simple : combien de temps une nation doit-elle attendre que l'ancien colonisateur reconnaisse pleinement ses crimes ?

Un crime demeure un crime, quels que soient le siècle et le vocabulaire employé pour le justifier. La réparation n'est ni une faveur ni un geste politique ponctuel. Elle est un principe fondamental de justice. Et l'Histoire, contrairement aux stratégies diplomatiques, finit toujours par exiger des comptes.

Gazoduc Nigeria-Maroc : le grand mirage énergétique africain

Par Salah Lakoues

Il faut désormais cesser de traiter le gazoduc Nigeria-Maroc comme un projet sérieux d'industrialisation africaine. Derrière le vocabulaire de la coopération Sud-Sud se cache un montage géopolitique déséquilibré, économiquement irréaliste et énergétiquement dépassé. Ce projet n'est pas une solution pour l'Afrique : il est un symptôme des illusions qui freinent encore son émancipation stratégique.

GÉOPOLITIQUE : UN PROJET DE DOMINATION MAQUILLÉ EN COOPÉRATION

Le gazoduc Nigeria-Maroc n'a jamais été pensé comme un outil d'intégration africaine. Il est conçu comme un instrument d'influence marocaine, visant à imposer un centre de gravité énergétique unique reliant l'Afrique de l'Ouest à l'Europe. Les pays traversés ne sont pas des partenaires égaux, mais des territoires de transit, privés de tout contrôle réel sur la chaîne de valeur.

Cette logique reproduit un schéma bien connu : la centralisation des flux, la captation des rentes et la dépendance politique. L'Afrique n'y gagne pas une souveraineté collective, mais une nouvelle hiérarchie interne, au profit d'un État qui cherche à se substituer aux anciennes puissances de contrôle.

Le verrou du Sahara occidental rend cette ambition irréalisable. Toute infrastructure stratégique traversant un territoire non autonome viole le droit international et expose ses financeurs à des risques juridiques majeurs.

Aucun investisseur rationnel n'engagera des dizaines de milliards de dollars dans un projet contesté sur le plan de la souveraineté. Ce n'est pas un détail diplomatique : c'est une ligne rouge structurelle.

ÉCONOMIE : UNE ABSURDITÉ FINANCIÈRE ASSUMÉE

Avec un coût officiellement annoncé à plus de 25 milliards de dollars, le gazoduc Nigeria-Maroc relève de la démesure. Ce chiffre est trompeur : il ne tient ni compte de l'inflation, ni des coûts de sécurisation, ni de la maintenance sur 6 000 kilomètres, ni des instabilités politiques régionales. La facture réelle serait bien supérieure.

La durée de construction — plus de dix ans — condamne d'emblée toute logique de rentabilité. L'amortissement se compterait non en décennies, mais en un siècle, voire davantage. Dans un monde énergétique en mutation rapide, un tel horizon n'a aucun sens économique.

Plus grave encore : le projet est déjà court-circuité par la réalité régionale. Le Sénégal et la Mauritanie exploitent désormais leurs propres découvertes gazières. Ils disposent de gaz pour leur consommation intérieure et pour l'exportation directe sous forme de GNL. Pourquoi accepteraient-ils de dépendre d'un corridor long, coûteux et poli-

tiquement risqué, contrôlé par un acteur extérieur ? La réponse est simple : ils ne le feront pas.

ÉNERGIE : UN PROJET OBSOLETE AVANT MÊME D'EXISTER

Le gazoduc Nigeria-Maroc est un projet du passé lancé dans un monde qui n'existe plus. À l'horizon où il pourrait hypothétiquement entrer en service, le système énergétique africain sera dominé par des solutions plus rapides, moins chères et plus souveraines.

Les énergies renouvelables — solaire et éolien en tête — sont déjà plus compétitives que toute nouvelle infrastructure gazière lourde. Elles se déploient en quelques années, mobilisent des financements climatiques internationaux et ne nécessitent ni corridors géopolitiques ni arbitrages de souveraineté.

Parier aujourd'hui sur un mégagazoduc, c'est immobiliser des capitaux colossaux dans une technologie de transition au moment même où le monde s'en détourne. C'est un contresens stratégique, particulièrement pour un continent qui a besoin de solutions rapides, décentralisées et adaptées à ses réalités.

À l'opposé de cette fuite en avant, certains pays africains ont fait un choix plus lucide : utiliser le gaz existant comme levier temporaire, tout en investissant massivement dans le solaire. Cette stratégie, adoptée notamment par l'Algérie, combine sécurité énergétique, souveraineté et anticipation de l'après-gaz.

POSITIONNEMENT IDÉOLOGIQUE

Cette tribune s'inscrit dans une lecture souverainiste africaine, non-alignée et post-néocoloniale des relations internationales.

Elle refuse :

La reconduction des logiques de rente et de transit héritées de l'ordre colonial,

La centralisation artificielle des ressources au profit de pôles d'influence régionaux,

La subordination des choix africains aux priorités énergétiques européennes ou aux stratégies de prestige.

Elle défend :

La souveraineté énergétique des États africains, fondée sur la maîtrise locale des ressources,

L'industrialisation endogène comme finalité première, et non l'exportation brute,

Le non-alignement stratégique dans un monde multipolaire, où l'Afrique choisit ses partenariats sans dépendance structurelle.

Dans cette perspective, l'énergie n'est pas un instrument d'influence géopolitique, mais un bien stratégique au service du développement, de la justice sociale et de la stabilité des nations.

L'Afrique n'a pas besoin de hubs imposés ni de mégaprojets vitrines. Elle a besoin de choix courageux, réalistes et souverains, capables de rompre avec les mirages pour construire une autonomie réelle.

Convertibilité des monnaies africaines : l'ère de l'inaction est révolue

Un tournant vers la souveraineté économique d'avenir

Par Rédha Tir*

Suite et fin

V-COÛTS CACHÉS DE LA CONVERTIBILITÉ FORCÉE

La convertibilité est souvent présentée comme un horizon désirable, un signe de maturité monétaire. Mais convertibilité forcée peut aussi signifier fragilité choisie. Car ouvrir sa monnaie sans dispositifs de protection adaptés revient à exposer son économie à des forces qui lui échappent totalement. Ferrari-Filho et De Paula (2023) ont montré que nombre de pays émergents ont subi de plein fouet les conséquences d'une libéralisation prématurée : attaques spéculatives, effondrement des réserves, plans d'austérité en cascade.

En Afrique, cette menace est latente. Le maintien d'un taux de change prétendument stable pousse les banques centrales à accumuler des réserves coûteuses, gelant des ressources précieuses qui pourraient financer l'investissement productif. Pierpaolo Benigno, dans ses travaux récents, décrit une « politique monétaire de précaution » : au lieu d'orienter la croissance, elle anticipe la crise. Quant à Eich (2022), il critique la soumission croissante des politiques monétaires aux notations souveraines, qui transforment la logique du crédit public en norme de discipline budgétaire, souvent au détriment de la souveraineté.

Les enseignements de l'euro, relus par Paul-Jacques Lehmann (2019), sont également éclairants : une monnaie unifiée, sans mécanismes de solidarité ni budget commun, accroît les divergences plutôt qu'elle ne les résorbe. Pour l'Afrique, le danger serait de calquer ce modèle sans en tirer les leçons. Mieux vaut construire une convertibilité sélective, à géométrie variable, adossée à un projet politique régional, qu'imposer une ouverture brutale dictée par l'extérieur.

Dans une situation d'équilibre précaire, disposer de réserves de change solides et nouer des lignes de soutien externe avant même d'amorcer la réforme n'est pas un luxe, mais une nécessité. Cela rassurera les marchés et permettra aux États d'amortir les turbulences initiales. Reste une dimension que trop de programmes oublient ou minimisent : celle du tissu social. Car au moment où les prix de l'énergie et des denrées grimperont sous l'effet de la dévaluation, il faudra protéger ceux qui ne peuvent absorber ce choc. Transferts monétaires ciblés, subventions transitoires sur des biens essentiels : ces mesures, loin d'être accessoires, seront la condition même du maintien de la cohésion autour du projet de réforme.

Toutefois, la technique et la compassion ne suffisent pas si la structure de pouvoir qui profite des distorsions reste intacte. Lutter contre la corruption, défaire les réseaux de rente qui s'étaient habitués à tirer profit des écarts de change, c'est attaquer la réforme à sa racine politique. Ce ne sera pas sans résistances ; il faudra expliquer, dénoncer, et parfois affronter. Ce combat politique sera aussi décisif que les ajustements monétaires eux-mêmes.

VI. SOUVERAINETÉ MONÉTAIRE : FORMES ILLUSOIRES, CONDITIONS CONCRÈTES

Dirk Ehnts rappelle que la création monétaire ne suffit pas à garantir la souveraineté : elle doit être adossée à des institutions capables de guider la dépense publique, d'ancrer la fiscalité, et de stabiliser les anticipations. Or, dans nombre de CER, les banques centrales ne sont que des gardiennes d'équilibres externes.

Les travaux de Ferrari-Filho et les contributions de Gadha et al. (2021) appellent à lier souveraineté monétaire à souveraineté budgétaire, industrielle et sociale. Une monnaie ne peut être outil d'émancipation si elle n'est pas gouvernée démocratiquement.

Les réformes monétaires exigées sur le continent africain s'inscrivent rarement dans une dynamique purement désinté-

ressée. Sous l'apparente neutralité des diagnostics internationaux, se profile une volonté de préserver avant tout la stabilité du système financier mondial. Le Fonds monétaire international (FMI) cherche principalement à éviter que les États concernés ne deviennent des débiteurs chroniques, contraints de solliciter sans fin des plans de sauvetage. La Banque mondiale, quant à elle, vise à garantir que ses financements ne soient pas dilués par des régimes de change artificiels et inefficaces. De leur côté, le Groupe d'action financière (GAFI) et les grandes puissances du G7 s'emploient à contenir la prolifération de zones monétaires opaques, susceptibles de faciliter les flux financiers illicites et de déstabiliser l'architecture globale.

Ce relatif immobilisme ne résulte pas d'une simple inertie administrative. Il est profondément lié à la résistance d'intérêts enracinés localement, pour qui la stabilité du système existant prime sur toute ouverture risquée. Les gouvernements africains, pris dans l'étau des exigences internationales et des équilibres politiques internes, avancent souvent à contretemps : pressés de réformer, mais réticents à précipiter des changements lourds de conséquences.

De cette tension naît un double langage presque institutionnalisé. Devant les instances internationales, l'engagement à moderniser les régimes de change est proclamé avec emphase. Mais, une fois l'attention internationale dissipée, les mesures attendues sont retardées, vidées de leur substance ou renvoyées aux calendes grecques. Ce jeu subtil d'annonce sans exécution traduit moins un cynisme qu'une gestion prudente des contradictions nationales.

Reste que, au-delà de ces tactiques d'évitement, la tendance globale se durcit. La tolérance envers les régimes de non-convertibilité prolongée s'amenuise à grande vitesse. L'époque où un État pouvait entretenir durablement un marché noir tout en sollicitant l'assistance internationale touche à sa fin. L'alternative devient de plus en plus nette : soit les États procèdent à une intégration effective de leurs monnaies dans l'économie mondiale, soit ils devront assumer les coûts croissants de l'isolement désengagement des investisseurs, raréfaction de l'aide extérieure, et risque accru de sanctions financières. Pour les membres des Communautés économiques régionales africaines, l'heure n'est plus aux demi-mesures. La recomposition de l'ordre monétaire mondial ne leur laisse d'autre choix que de repenser, en profondeur, leur position dans le système global.

Il ne s'agit plus de débattre abstraitement de la souveraineté monétaire. Il s'agit d'en constater les contours réels, les limites concrètes, les possibles refondations. La non-convertibilité totale des monnaies africaines, loin d'être une simple caractéristique technique, cristallise une forme de souveraineté entravée — une souveraineté proclamée, mais non exercée. Ce constat n'est pas nouveau, mais il devient insoutenable. Insoutenable au regard des aspirations de développement des sociétés africaines. Insoutenable face aux urgences économiques, sociales, climatiques. Et insoutenable politiquement, tant les rapports de force actuels rappellent brutalement que la monnaie est une arme — ou une faiblesse.

VII. REPENSER LA SOUVERAINETÉ PAR LA RÉGIONALISATION MONÉTAIRE

Paul-Jacques Lehmann (2019) l'a montré : sans convergence budgétaire, la monnaie unique produit des inégalités. L'IMI (2018) propose une autre voie : une interopérabilité monétaire régionale adossée à des fonds de stabilisation.

Le Handbook of Digital Currency (2024) suggère de mobiliser les technologies pour créer des infrastructures souveraines. Eich (2022) insiste, lui, sur l'importance d'une gouvernance monétaire démocratique et participative. Une union monétaire sans participation citoyenne n'est qu'un cartel de technocrates.

De nombreux travaux, souvent discrets mais essentiels, convergent sur un point : l'unification des taux de change pourrait représenter une bouffée d'oxygène pour l'activité économique. Contrairement à certaines craintes agitées à la légère, cette transition ne débouche pas nécessairement sur une flambée inflationniste. À une condition toutefois, que la théorie seule ne saurait garantir : que l'unification soit accompagnée de politiques cohérentes — rigueur budgétaire, pilotage monétaire crédible, ancrage macroéconomique solide.

L'expérience de plusieurs États, souvent reléguée en notes de bas de page dans les rapports, est pourtant éclairante. Là où l'unification a été menée avec détermination, le marché a, après un moment d'ajustement, absorbé le choc. Très vite, un taux de change libéré mais stable a mieux contenu les poussées inflationnistes que l'ancien système de double marché, avec son ballet incessant entre taux officiel et taux parallèle. En d'autres termes, c'est souvent la coexistence artificielle de deux réalités monétaires qui alimente l'instabilité, bien plus que l'exposition contrôlée à la loi de l'offre et de la demande.

Autoriser les acteurs économiques à transiger à un « taux d'équilibre de marché » revient, en définitive, à une forme de reconnaissance pragmatique. Reconnaître ce que le terrain impose déjà dans les faits : que l'économie vit selon ses propres règles, que la rareté des devises ne disparaît pas sous l'effet d'un décret, et que l'écart entre le marché officiel et le marché noir n'est jamais qu'un symptôme d'une réalité plus profonde. En refermant cet écart, on ne règle pas tout, mais on peut mettre fin à l'une des causes majeures de la pénurie chronique de devises, ce fléau silencieux qui paralyse les économies et fragilise les souverainetés.

Dans ce processus exigeant, les institutions régionales africaines devront cesser de jouer un rôle d'accompagnement discret pour assumer une responsabilité stratégique. Il leur reviendra d'encourager l'harmonisation des politiques de change, de renforcer les outils panafricains comme le PAPSS (Le Système panafricain de paiement et de règlement), et surtout d'envisager des mécanismes communs de stabilisation pour appuyer les transitions les plus vulnérables. À plus long terme, l'émergence de monnaies communes régionales pourrait offrir un ancrage supplémentaire, permettant aux petites économies de gagner en résilience en mutualisant leurs forces.

Mais le succès de cette transition ne pourra pas reposer uniquement sur les épaules africaines. Il faudra aussi une redéfinition des alliances extérieures. Les partenaires internationaux, s'ils veulent réellement accompagner le mouvement, devront adapter leurs conditionnalités : ne pas seulement financer, mais exiger des transformations structurelles réelles ; ne pas seulement soutenir, mais transférer savoir-faire et innovations financières pour consolider la légalité des flux. Ce sera aussi à eux d'ouvrir leurs marchés aux économies africaines en réforme, de stimuler l'investissement privé, et d'encourager un cycle vertueux entre crédibilité monétaire et dynamique commerciale.

Conclusion : pour une souveraineté monétaire vivante

Transformer les monnaies africaines en instruments pleinement convertibles suppose d'abord une prise de responsabilité sans réserve de la part des autorités nationales. Ce n'est pas qu'une affaire de technique : c'est un acte de souveraineté. Pour engager cette mutation, les gouvernements devront unifier et libéraliser sans tarder leurs marchés de change, renonçant définitivement aux systèmes à taux multiples qui, trop longtemps, ont alimenté les déséquilibres. Le choc de confiance passera par une annonce nette, sans faux-fuyants, laissant le marché refléter enfin les réalités économiques. Mais derrière cet impératif de clarté, il y a une exigence plus rude encore : garantir la stabilité dans la transition. La discipline budgétaire, une

politique monétaire crédible, l'autonomie renforcée des banques centrales et une communication transparente seront les piliers d'une réforme durable. Car un nouveau taux de change, laissé aux vents sans cap, pourrait aussi bien précipiter l'instabilité qu'engendrer la confiance.

La littérature critique contemporaine converge sur ce point : la monnaie n'est pas un outil neutre, mais un instrument de pouvoir collectif. Dirk Ehnts, Pierpaolo Benigno, Stefan Eich, ou encore les auteurs du volume dirigé par Gadha et Kaboub, tous insistent sur le fait que penser la monnaie, c'est penser l'État, le contrat social, la redistribution, la temporalité du développement.

Il faudra rester vigilant : la réforme ne s'arrête pas au jour de l'unification du taux. Les premières années seront cruciales. Un accompagnement technique soutenu, des audits réguliers, un soutien discret mais réel aux institutions nationales seront indispensables pour éviter que les vieilles habitudes ne reprennent leurs droits. Ce n'est qu'en conjuguant volonté politique, solidarité régionale, et appui international intelligent que l'Afrique pourra transformer une fragilité ancienne en levier d'émancipation économique. Mais cette possibilité, réelle, ne se donnera pas d'elle-même. Elle devra être conquise.

Refuser la convertibilité forcée ne signifie pas se refermer. Cela signifie choisir les termes de l'ouverture. Définir le périmètre de la souveraineté. Instituer des médiations régionales, des mécanismes de solidarité, des instruments monétaires à visée stratégique. Cela signifie, aussi, construire une légitimité populaire autour des choix monétaires — et ne plus les abandonner aux seuls technocrates ou investisseurs.

La souveraineté économique de l'Afrique passe nécessairement par la maîtrise de ses leviers monétaires, condition essentielle à la fluidité des échanges intra-continentaux, internationale et à la résilience financière. L'ère de l'inaction est révolue : la convertibilité des monnaies africaines doit désormais s'imposer comme une priorité stratégique, au service d'un développement inclusif et durable. Elle est la clé de marchés intégrés, de chaînes de valeur renforcées et d'un positionnement africain affirmé dans la nouvelle économie mondiale — dans une logique de consolidation de la souveraineté d'avenir, de puissance économique et d'intégration stratégique.

En somme, l'objectif d'une Afrique du XXI^e siècle fondée sur la souveraineté, la puissance économique et l'intégration stratégique ne saurait être atteint sans une lecture lucide des ruptures actuelles et des défis historiques. Le contexte, marqué par la remise en cause du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et par l'émergence de formes d'inéligibilité à la souveraineté, impose aux décideurs africains une réinvention profonde des modèles économiques et politiques. Les solutions ne peuvent s'inscrire dans une simple imitation des schémas extérieurs : il s'agit désormais de dépasser le protectionnisme trumpien pour repenser l'industrialisation africaine à l'échelle d'un monde globalisé et fragmenté, en renforçant la convertibilité des monnaies africaines. Cette orientation engage l'Afrique dans un tournant vers la souveraineté économique d'avenir, seule capable de garantir sa place dans l'ordre mondial de demain.

Cette réflexion ne prétend pas clore le débat. Elle propose un déplacement. Une invitation à penser l'avenir monétaire africain non pas dans les marges du système mondial, mais depuis un centre reconstruit : celui de la décision collective, de l'autonomie concertée, de la transformation pensée depuis l'Afrique. Car au fond, il ne s'agit pas seulement de convertir une monnaie. Il s'agit de reconvertir un horizon — sous peine de devoir, une fois de plus, aller à Canossa.

*Pr. Expert-Consultant International
Ancien président du Conseil National
Économique, Social et Environnemental
(CNESE)-Algérie

Toro, Bir El Djir et USTO Deux marchés informels et plus de 80 extensions illicites démantelés

La commission de la protection de l'environnement de la wilaya poursuit sa campagne d'assainissement de la voie publique avec le lancement de plusieurs opérations de lutte contre le squat des trottoirs.

K. Assia

La première action a été menée dans la commune d'Oran où il a été procédé au démantèlement du marché d'El Toro dans le quartier de Hai Mahieddine. Cette action menée en étroite collaboration avec les services de la police a donné lieu à l'éradication de ce marché qui entravait la circulation et bloquait les accès aux habitations. Ceci a permis la démolition de 20 extensions anarchiques de magasins en plus du démantèlement des barrières et des obstacles mis sur la voie publique. La seconde opération a été lancée dans le quartier de Sidi El Bachir (ex-Plateau) où la commission appuyée par les services de la police a réussi à libérer la voie qui mène à l'entrée de l'école Douaïdi Zoubir. Les agents de la commune ont également procédé au nettoyage de la placette de Médina Jedida.

Toujours dans le cadre de cette campagne menée en application des directives du wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène, la commission a mené une opération similaire en collaboration avec l'APC de Bir El Djir et les agents de la police où 60 extensions anarchiques de ma-



gasins et de kiosques ont été démantelés au niveau de la délégation communale En-Nour USTO le long du tracé du tramway. D'autre part, cette campagne a permis aussi l'éradication du marché informel érigé au niveau de la cité 620 logements à hauteur de la route principale à Bir El Djir où 29 tables, 4 kiosques et l'extension d'un local commercial ont été démantelés, ce qui a permis de libérer les trottoirs des marchands ambulants. Au total, ce

sont deux marchés qui ont été démantelés et plus de 80 extensions qui ont été rasées.

En effet, depuis plusieurs jours, le mot d'ordre est donné et de nombreux marchés informels ont été démantelés dans plusieurs quartiers à l'exemple du marché de Hai Yasmine où 27 kiosques érigés anarchiquement, 91 tables installées illicitement sur les trottoirs et 21 extensions de commerce sans aucune autorisation ont été démantelés.

Simulation d'une inondation à Oued Tlélat Activation du Plan communal d'organisation des secours

J.Boukraa

Dans le cadre de l'activation du Plan communal d'organisation des secours (PCOS) et dans l'objectif d'évaluer le niveau de préparation des différents dispositifs d'intervention en situation de catastrophe, une manœuvre virtuelle a été organisée mercredi à Oued Tlélat. Cette opération s'inscrit dans une démarche préventive contre les inondations visant à renforcer les mécanismes de gestion des risques majeurs et à améliorer la capacité de réaction face aux situations d'urgence.

Cet exercice s'est déroulé en présence des responsables des différents services concernés, avec la participation active de l'unité secondaire de la Protection civile de Oued Tlélat, de l'unité de secteur de Taфраoui, de la brigade maritime de la Protection civile, ainsi que de la brigade cynotechnique

spécialisée, mobilisée à travers l'utilisation de chiens entraînés pour les opérations de recherche et de sauvetage. La manœuvre a consisté en une simulation de gestion d'une catastrophe naturelle, à savoir une inondation survenue dans la région de Daya Oum Ghelaz et faisant des victimes.

Ce scénario a nécessité l'activation effective du Plan communal d'organisation des secours pour les communes de Oued Tlélat et d'El Braya, permettant ainsi de mettre à l'épreuve l'ensemble des dispositifs d'alerte, de coordination et d'intervention sur le terrain. A travers cet exercice, les autorités locales ont cherché à mesurer l'efficacité du système d'alerte prévu dans le cadre du Plan communal d'organisation des secours, tout en évaluant le degré de préparation, de disponibilité et de réactivité des différents services mobilisés. La

manœuvre a également permis de tester la pertinence des plans d'intervention, l'efficacité des moyens humains et matériels engagés, ainsi que la capacité opérationnelle des équipes face à un scénario de crise complexe. Par ailleurs, cet exercice a offert l'opportunité d'apprécier le niveau de coordination et de complémentarité entre l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des situations d'urgence, notamment les services de la Protection civile et les structures locales concernées.

Cette manœuvre virtuelle s'inscrit dans une approche proactive visant à consolider la culture de la prévention des risques, à renforcer la préparation face aux catastrophes naturelles et à garantir une prise en charge rapide, organisée et efficace des victimes, dans le respect strict des protocoles en vigueur.

Oued Tlélat

Remise des clés de plus de 300 logements publics locatifs

Les clés de 380 logements publics locatifs situés à Oued Tlélat ont été remises, jeudi, à leurs bénéficiaires. Ces logements sont destinés aux communes d'El Braya, Taфраoui et Boufatis (wilaya d'Oran), a-t-on appris auprès des services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Il s'agit de 180 logements attribués à la commune d'El Braya et de 100 logements pour chacune des communes de Taфраoui et de Boufatis. Cette opération a concerné des logements situés au niveau du quartier

des 2.000 logements publics locatifs à Oued Tlélat.

Ces quotas de logements, constitués d'immeubles de cinq étages, sont dotés de l'ensemble des commodités nécessaires, notamment les aménagements extérieurs comprenant l'éclairage public, des espaces verts ainsi que des aires de jeux pour enfants. Pour rappel, l'Office de

promotion et de gestion immobilière de la wilaya d'Oran a procédé, au cours de la semaine en cours, à la remise des clés de 600 logements publics locatifs aux bénéficiaires de la localité de Aïn El Beïda (commune d'Es-Sénia), ainsi qu'à l'attribution d'un quota de 100 logements publics locatifs dans la commune d'El Ançor.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

29 jourmada ethania 1447

El Fedjr 06h38	Dohr 13h01	Assar 15h35	Maghreb 17h56	Icha 19h20
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



CHU d'Oran Des journées de formation continue en neuropsychologie

J.Boukraa

Dans le cadre de sa stratégie de promotion de la formation continue et de l'amélioration des pratiques thérapeutiques pluridisciplinaires, le Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran a organisé mercredi une journée de formation continue en neuropsychologie. L'événement initié par le service de médecine physique et de réadaptation s'est tenu à l'amphithéâtre pédagogique Mohamed Gharbi (CCB), en présence des cadres de l'établissement, d'enseignants universitaires spécialisés, de praticiens, ainsi que d'étudiants. Les travaux ont été officiellement ouverts par le directeur général du CHU d'Oran, M. Achouri Madjid, qui a souligné l'importance de telles initiatives scientifiques et formatives dans le développement des compétences humaines. Il a rappelé que la formation continue constitue l'un des piliers essentiels de la stratégie du CHU, notamment face à l'évolution rapide des sciences médicales et paramédicales. Le directeur général a également salué le rôle central joué par le service de médecine physique et de réadaptation fonctionnelle dans l'intégration des approches modernes, au premier rang desquelles la neuropsychologie, au sein du parcours de soins et de la réinsertion fonctionnelle du patient.

Dans son intervention, M. Achouri Madjid a réaffirmé le soutien total de la direction générale à ce type de manifestations scientifiques, qui renforcent le travail pluridisciplinaire et ouvrent de nouvelles perspectives de coopération entre les différents acteurs du secteur de la santé, au bénéfice du patient et du système national de santé. Placées sous la présidence du Pr Khaled Layadi, chef de service de médecine physique et de réadaptation du CHUO, ces journées de formation constituent une initiative du service de médecine physique et de réadaptation fonctionnelle du CHU d'Oran. Elles s'inscrivent dans une dynamique visant à accompagner les avancées scientifiques et à favoriser l'articulation entre la médecine, la psy-

chologie et la rééducation fonctionnelle.

A cette occasion, le Pr Layadi a abordé la problématique de la sclérose en plaques, une pathologie touchant principalement des personnes jeunes. Il a insisté sur l'importance du diagnostic des troubles neuropsychologiques chez cette catégorie de patients, afin de mieux comprendre certains comportements et difficultés rencontrés au quotidien, souvent invisibles sans une évaluation spécialisée approfondie. Le programme de cette journée scientifique a été marqué par une série de communications et de conférences spécialisées, traduisant une initiative à forte portée académique et hospitalière. Le thème retenu, « La neuropsychologie : des cadres théoriques à la pratique hospitalière », reflète la volonté de relier les fondements théoriques de la discipline à ses applications concrètes au sein du milieu hospitalier. Les conférences ont été animées par des enseignants et des spécialistes, qui ont abordé les concepts fondamentaux de la neuropsychologie, les mécanismes d'évaluation neurocognitive, ainsi que le rôle de cette discipline dans le diagnostic et le suivi des patients souffrant de lésions cérébrales, d'accidents vasculaires cérébraux et de divers troubles neurologiques.

Des cas cliniques ont également été présentés, illustrant la réalité de la pratique hospitalière quotidienne et favorisant l'échange d'expériences entre les participants. Les intervenants ont, par ailleurs, mis en exergue l'importance de l'intégration entre le traitement médical, la réadaptation fonctionnelle et le soutien neuropsychologique, afin d'assurer une prise en charge globale et optimale des patients. Notons que le Pr Layadi a également annoncé l'organisation mercredi prochain d'une journée de sensibilisation, en collaboration avec l'Association Amal pour la sclérose en plaques, consacrée notamment aux troubles urinaires. Cette rencontre réunira les membres de l'association et les patients, dans l'objectif d'évaluer ces troubles, de prévenir leurs complications et de proposer des solutions thérapeutiques adaptées.

Douanes-ANP

Plus de 2 kg de kif et plus de 33.000 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Quatre jours seulement après la saisie de 18,074 kg de cocaïne, 3,380 kg de kif traité et un montant de 228 millions de centimes par les éléments de la brigade mobile des douanes relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur et les services de l'ANP, une quantité de 2,254 kg de kif et 33.548 comprimés psychotropes a été saisie jeudi par les éléments de cette brigade en coordination avec les services de l'ANP de la 2^e Région militaire. Cette opération vient en application du dispositif mis en place par les douanes algériennes visant à lutter contre le trafic de drogue et à préserver la sûreté et la sécurité du pays. Elle a permis d'arrêter trois individus impliqués dans cette affaire de détention et de trafic de stupéfiants. Les douaniers et les éléments de

l'ANP ont également saisi quatre véhicules que les mis en cause utilisaient dans leurs déplacements et aussi dans le transport de la drogue en plus d'un montant de 281.000 dinars. Ils ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent.

Du côté des douanes, on saura que cette opération reflète le niveau de coordination et la mobilisation permanente des différents corps d'Etat dans cette lutte sans merci contre le trafic de la drogue et ce afin de préserver la santé publique. Notons que dans le cadre de cette lutte contre le trafic des stupéfiants, les éléments de cette brigade ont saisi, il y a deux mois, en collaboration avec les services de l'ANP de la 2^e Région militaire une quantité de 24,31 kg de kif traité et un montant de 189 millions de centimes.

Un réseau démantelé à Oran

Plus d'un kg de cocaïne et 1.565 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Un réseau de crime organisé vient de tomber dans les filets de la 1^{ère} sûreté urbaine avec la saisie de 1 kg et 364 gr de cocaïne, 1.565 comprimés psychotropes de marque Ecstasy et un montant de 985 millions de centimes. Cinq individus impliqués dans cette affaire ont été arrêtés après l'exploitation des informations indiquant que des individus se servaient de leurs domiciles pour stocker et écouler le produit prohibé. Les investigations menées

ont permis de mettre en échec le plan criminel de ce réseau de sorte qu'un dispositif de surveillance a été mis en place afin de connaître tous leurs mouvements et déplacements. Une fois le procureur de la République près le tribunal d'Oran avisé, les enquêteurs ont arrêté cinq individus et ont saisi en plus des quantités suspectées de cocaïne et de psychotropes, quatre véhicules qu'ils utilisaient dans le transport et l'écoulement du produit prohibé. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

Aïn Temouchent

Des communes bientôt dotées de stations-services mobiles

Le secteur de l'énergie et des mines de la wilaya d'Aïn Temouchent œuvre au renforcement de plusieurs communes de la wilaya par des stations-service mobiles de carburant, a indiqué, jeudi, la directrice locale du secteur, Thouria Abbou.

La même responsable a indiqué, lors des travaux de la réunion de l'exécutif de wilaya, que des démarches sont en cours

pour doter les communes de Sidi Boumediene, Ouled Boudjemâa, Hassasna, M'saïd et Aghlal de stations-services mobiles de carburant, en raison de l'absence de ce type d'infrastructures dans ces collectivités locales.

Le secteur compte actuellement 45 stations-services exploitées, réparties à travers 23 communes de la wilaya, selon les explications fournies par la di-

rectrice de l'énergie et des mines.

Présidant la même réunion, le wali Mabrouk Ouled Abdennebi a donné des instructions afin de procéder au choix de terrains appropriés pour l'implantation de ces stations-services mobiles de carburant, en coordination entre le secteur de l'énergie et des mines et les présidents des Assemblées populaires communales concernées.

Saïda, El-Bayadh

Un important tronçon routier mis en service

Un tronçon à double voies de la route nationale n°6 reliant les wilayas de Saïda et El-Bayadh est entré en service, jeudi, a-t-on appris auprès des services de la wilaya de Saïda.

Selon la même source, ce tronçon s'étend sur une distance de 9 km, depuis le giratoire de la commune de Sidi-Ahmed jusqu'à la région de Timetlas, relevant de la même collectivité locale.

Cette opération vise à assurer une meilleure fluidité du trafic, en plus de faciliter le déplacement des personnes et des marchandises vers les wilayas du Sud du pays,

tout en contribuant à réduire les accidents de la circulation enregistrés sur cet axe, a-t-on souligné de même source.

Le chantier de ce projet, confié l'entreprise de travaux publics Cosider, a été lancé à la mi-2024, explique-t-on, en détaillant que le projet dont le suivi a été assuré par la direction locale des Travaux publics a bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 600 millions de dinars, dans le cadre du programme sectoriel.

Par ailleurs, les travaux de réalisation d'un autre tronçon de route dédoublée de la RN6 reliant les

wilayas de Saïda et Mascara sont en cours sur une distance de 23 km, a fait savoir la même source, soulignant que sa réception est prévue "durant le mois d'avril de l'année prochaine".

Ce tronçon, supervisé par la même direction, s'étend du giratoire de la région de Sidi-Aïssa (commune d'Ouled- Khaled) jusqu'à la commune de Oued-Taria (wilaya de Mascara). Les délais de réalisation de ce projet, dont les travaux ont débuté à la mi- année en cours, ont été fixés à 24 mois, pour une enveloppe financière estimée à 1,2 milliard de dinars.

Mascara

La production de fruits de saison en hausse



La wilaya de Mascara a enregistré une production de 370.273 quintaux de différents types de fruits de saison, au titre de la campagne agricole en cours, a indiqué, jeudi, le directeur par intérim des services agricoles (DSA), M. Benaoumer Sellam.

M. Sellam a précisé, lors d'une rencontre d'évaluation consacrée à la production des fruits de saison de cette campagne, que ce volume de production a été récolté sur une superficie dépassant 6.300 hectares.

La production engrangée, cette année, concerne plusieurs variétés, notamment la pêche, la nectarine, la figue, la grenade, la poire et le raisin, a indiqué M.Benaoumer,

soulignant "une hausse sensible" par rapport à la saison précédente, au cours de laquelle la wilaya avait réalisé une production dépassant 243.000 quintaux.

Cette amélioration est due à l'augmentation des superficies cultivées entrées en production, durant cette saison, ainsi qu'à l'accroissement du volume des eaux d'irrigation grâce à l'augmentation du nombre de forages souterrains dans la région, selon le même responsable.

Par ailleurs, la DSA, en coordination avec la Chambre de wilaya de l'agriculture, a lancé, récemment, un programme intensif de vulgarisation visant à promouvoir la filière des arbres fruitiers.

Ce programme comprend des sorties de terrain de sensibilisation au profit des agriculteurs, ainsi que des rencontres de formation sur les techniques modernes utilisées dans ce type de cultures.

Ces actions seront encadrées par des spécialistes issus d'instituts techniques spécialisés relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a-t-on souligné.

A noter que cette rencontre, organisée par la direction du secteur, s'est déroulée en présence de représentants de la Chambre de wilaya de l'agriculture, d'associations professionnelles, ainsi que de membres du Conseil interprofessionnel commun des arbres fruitiers.

Plus de 13 kg de kif saisis

Les services de la Sûreté de la wilaya de Mascara ont procédé, récemment, à la saisie de plus de 13 kilogrammes de kif traité, ainsi que plus de 4600 comprimés de psychotropes, et à l'arrestation de quatre individus impliqués dans cette affaire, a-t-on appris, vendredi, auprès de ce corps de sécurité.

Selon la même source, cette opération fait suite à des informations reçues par les services de police, faisant état de la détention par un individu d'une quantité de kif traité et de psychotropes dans son domicile familial, ainsi que dans son exploitation agricole, située dans la commu-

ne de Mascara, dans le but de les écouler en milieu urbain.

Le domicile et l'exploitation agricole ont été perquisitionnés, permettant la saisie de plus de 3 kg de kif traité et de plus de 4.600 comprimés de psychotropes, en plus de la saisie d'un véhicule touristique et l'arrestation du suspect.

La même source a ajouté que, lors de l'enquête menée avec le premier suspect, ce dernier a révélé l'identité de son principal fournisseur, résidant dans la ville de Tighennif. Celui-ci a été arrêté et a, à son tour, dévoilé l'identité d'un autre complice. Ce dernier a été interpellé et son domicile, situé

dans la ville de Mascara, a été fouillé, ce qui a permis la saisie de 10 kg de kif traité, ainsi qu'une somme d'argent de 310.000 dinars provenant des revenus de la vente de ces substances toxiques.

L'exploitation des preuves techniques a également permis l'arrestation d'un quatrième suspect et la saisie d'un véhicule touristique qu'il utilisait pour la distribution des psychotropes.

Les personnes arrêtées ont été présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara, qui a ordonné leur placement en détention provisoire, selon la même source.

Tissemsilt

Simulation d'inondations

Les services de la protection civile de la wilaya de Tissemsilt ont réalisé, jeudi, des manœuvres simulantes de fortes précipitations ayant provoqué des inondations, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de ce corps d'intervention.

Cet exercice, mené au niveau de l'oued Takria, dans la commune de Khemisti, a consisté à simuler une situation où un bus de transport de voyageurs s'est retrouvé encerclé par les eaux sur la route nationale RN 14, à la suite de la montée du niveau des eaux, a expliqué le chargé de l'information, le lieutenant Sid-Ali Benomar.

Cette situation a nécessité une intervention rapide de la protection civile pour sécuriser les lieux, porter secours aux personnes bloquées et leur prodiguer les premiers soins, tout en prenant les mesures nécessaires pour garantir leur sécurité et assurer la prise en charge d'éventuelles victimes, parallèlement à l'organisation de la circulation routière.

Cet exercice s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'état de pré-

paration des éléments de la protection civile et l'amélioration du niveau de coordination entre les différents intervenants, a précisé le même responsable.

Il a ajouté que ces manœuvres périodiques font partie du programme de prévention et de préparation face aux risques d'inondations et aux catastrophes naturelles, notamment durant la période hivernale, afin d'assurer la rapidité et l'efficacité des interventions pour sauver des vies et protéger les biens.

La même source a également indiqué que les services de la protection civile intensifient, durant la saison hivernale, leurs campagnes de sensibilisation, en coordination avec plusieurs organismes tels que Sonelgaz, portant sur les dangers du monoxyde de carbone.

Ces actions comprennent la diffusion de conseils et de consignes de prévention, ainsi que la réalisation d'exercices de simulation de cas d'asphyxie et des méthodes d'évacuation et de secours dans ce type de situations.

Tiaret

Auto-construction : la régularisation se poursuit

L'opération de remise de 7.851 Lactes de propriété relatifs à l'auto-construction, répartis à travers 24 communes de la wilaya de Tiaret, a été lancée, en fin de semaine.

Dans une allocution prononcée à l'occasion du lancement de cette opération, inscrite dans le cadre du programme de commémoration du 65e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, en présence des autorités locales, le wali, Saïd Khalil, a souligné que les citoyens concernés doivent se rapprocher de l'Agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine afin de retirer les actes et les livrets fonciers de leurs logements.

Il a précisé que le montant lié à l'opération de régularisation a été fixé en fonction de la situation sociale des bénéficiaires, avec la possibilité de paiement par échéances.

Ce travail est le fruit de l'activité d'une commission de wilaya créée au milieu de l'année en cours, présidée par le Secrétaire général de la wilaya et regroupant les différents services concernés. Cette commission a permis la régularisation d'environ 8.000 logements, un chiffre qui devrait dépasser les 15.000 unités au cours du premier trimestre de l'année 2026, selon le wali de Tiaret. A la même occasion, une remise symbolique des clés de 270 logements promotionnels aidés, situés sur deux sites dans la ville de Tiaret, a été effectuée.

Des décisions d'octroi d'aides financières pour la réalisation d'habitations rurales, ainsi que des actes de propriété pour des logements réalisés dans le cadre des lots sociaux destinés à l'auto-construction, ont également été remis.

Naâma

Des projets pour Aïn Sefra

Les travaux de réalisation de plusieurs projets de développement dans différents secteurs sont en cours à travers la commune d'Aïn Sefra, a-t-on appris, jeudi, auprès du chef de daïra, M. Naïoua Abdennasser.

Il s'agit de 14 projets inscrits dans le cadre des programmes de développement local de l'année en cours, pour une enveloppe financière globale dépassant 274 millions de dinars algériens, affichant des taux d'avancement variables, a précisé le même responsable.

Ces projets concernent la rénovation des canalisations d'eau potable et du réseau d'assainissement, la réalisation de 12 salles de classe d'extension dans les écoles primaires, un bureau de poste au quartier "19-Mars", ainsi que des travaux d'aménagement des routes et des trottoirs dans trois quartiers et la réalisation de trois terrains de proximité, a fait savoir le même responsable.

Dans la même collectivité locale, d'autres opérations de développement se poursuivent notamment la réalisation d'un lycée, de deux collèges et de trois écoles primaires, dont la réception est prévue pour la prochaine rentrée scolaire, ainsi qu'un ouvrage d'art au quartier "17-Octobre" pour une enveloppe budgétaire estimée à 140 millions de dinars, et de deux ponceaux pour l'évacuation des eaux pluviales à l'entrée de la ville et au quartier "El-Mouilah".

Par ailleurs, dans le secteur du lo-

gement, 750 unités de logements publics locatifs (LPL) sont en cours de réalisation et devront être réceptionnées à la fin du premier semestre de l'année prochaine, tandis que 300 autres logements de la même formule ont été récemment réceptionnés. Ce programme est actuellement en phase de distribution (étude des recours des listes des bénéficiaires), a ajouté M.Naïoua.

Le programme des lotissements sociaux de la commune d'Aïn Sefra comprend un total de 4.000 lots de terrain destinés à l'auto-construction, répartis sur 26 lotissements, dont 11 lotissements totalisant 1.994 lots entièrement viabilisés, actuellement en phase de remise des actes et des permis de construire, ainsi que la réalisation des logements par les bénéficiaires.

D'autre part, les travaux de deux opérations visant l'amélioration urbaine dans les quartiers "Colonel-Lotfi" et celui de "Armée de libération nationale" sont en voie d'achèvement, sachant que la direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya leur a consacré plus de 300 millions de dinars.

Des opérations similaires seront également lancées "prochainement", portant sur l'aménagement d'un carrefour routier et de l'entrée nord de la ville, l'aménagement d'une aire de repos ainsi qu'une vaste opération de plantation d'arbres dans les quartiers d'Aïn Sefra.

Biskra

Elias Zerhouni : «les leçons d'un parcours scientifique»

Le professeur et chercheur algérien, Elias Zerhouni, a mis l'accent jeudi à l'université Mohamed-Khider de Biskra sur "la nécessaire intégration de l'intelligence artificielle (IA) aux efforts de développement de l'enseignement supérieur pour parvenir un progrès global du pays".



Dans une déclaration à la presse en marge de sa conférence sur "les leçons d'un parcours scientifique", le chercheur a affirmé "avoir relevé, au cours de sa rencontre avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une forte volonté à assurer aux étudiants universitaires une formation de haut niveau qui réalise au pays le progrès voulu", estimant que "le recours à l'intelligence artificielle permet d'opérer un changement global au sein des universitaires du pays".

Il a ajouté que l'enseignement particulièrement l'enseignement supérieur "constitue une véritable locomotive pour parvenir un

bond qualitatif dans les divers secteurs", exprimant son vœu de consacrer son expérience dans le domaine technologique pour apporter un plus à cette démarche à travers son projet lié à l'intelligence artificielle.

Dans sa conférence, le professeur a évoqué nombre d'aspects de son long parcours scientifique à l'intérieur et à l'extérieur de l'Algérie parvenant à occuper une place distinguée au sein des universités du monde dans le domaine de la médecine en combinant les sciences physiques, la biologie et l'informatique.

Il a également affirmé à l'adresse des étudiants que "pour réussir, il faut faire montre de sérieux,

de persévérance, de confiance en soi pour briser les frontières entre les sciences et relier les connaissances scientifiques de la spécialité avec celles des autres sciences".

Le professeur Elias Zerhouni est arrivé à Biskra en compagnie du professeur Mostefa Khiati, président de Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche sur invitation du rectorat de l'université Mohamed-Khider de Biskra en tant qu'un des plus éminents chercheurs et scientifiques algériens mondialement connu dans le domaine de la radiologie et la recherche médicale.

Constantine

Trois bureaux de liaison de l'ANGEM à l'université

Trois (3) bureaux de liaison (université-entreprise), relevant de l'antenne de Constantine de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), ont été ouverts au sein des universités (Constantine 1, 2 et 3), a appris l'APS jeudi auprès du directeur de cette antenne, Badredine Boudjellal.

L'ouverture de ces bureaux de liaison s'inscrit dans le cadre de la signature de conventions de partenariat entre l'ANGEM et ces établissements d'enseignement supérieur, visant à se rapprocher des étudiants diplômés ou en fin de cursus universitaire, les aider dans leur démarche de recherche

d'emploi et les familiarisant aux techniques d'accès au marché du travail via les dispositifs gérés par cette agence, a-t-il précisé.

S'inscrivant aussi dans le cadre de l'ouverture de l'Université sur l'environnement économique et social, ces bureaux, a ajouté le même responsable, ont pour objectif de présenter toutes les informations précises sur les services de l'ANGEM, promouvoir l'entrepreneuriat et la croissance des micro-entreprises et startups.

M. Boudjellal a encore révélé que des équipes de cadres et conseillers ont été mises en place pour assurer l'accompagnement et l'orientation des étudiants à tra-

vers ces bureaux de liaison, stimuler l'innovation chez les étudiants et les encourager à s'engager dans la concrétisation des projets.

Les services de l'annexe locale de l'ANGEM, avaient participé depuis le début de cette année, dans l'ensemble des manifestations dédiées à la sensibilisation et l'information sur les divers programmes de soutien, organisées par les universités Frères-Mentouri (Constantine1), Abdelhamid-Mehri (Constantine2) et Salah-Boubnider (Constantine3), visant à inculquer l'esprit de l'entrepreneuriat chez les étudiants, a-t-il noté.

Mila

129 pièces archéologiques transférées au musée Cirta

Les services de la direction de la culture et des arts de la wilaya de Mila viennent de transférer 129 pièces archéologiques au musée public national Cirta de Constantine en vue de leur protection et de leur conservation.

Les pièces acheminées vers le musée Cirta se composent de 106 pièces de monnaie, en argent, en plomb et en bronze datant de différentes époques historiques depuis la période numide jusqu'à l'ère moderne, a déclaré à l'APS le chef du service du patrimoine culturel de

la direction de la culture, Lezghad Chiaba.

Des lampes en terre cuite datant de la période romaine, un pistolet traditionnel fabriqué en Belgique en 1848, des fragments d'un chandelier en cuivre, une bague en or, ainsi que des récipients anciens en terre ont également été transférés.

Toutes ces pièces ont pu être récupérées grâce à la vigilance des services de la sûreté et de la gendarmerie nationales ainsi que par les services de la direction de wilaya de la culture et des arts, a encore ajouté M.

Chiaba, précisant que ces pièces ont été transférées à Constantine "après l'achèvement de toutes les procédures légales d'usage", dans le cadre des efforts déployés pour les protéger et les conserver dans des conditions appropriées, étant donné que Mila ne dispose pas à l'heure actuelle de musée.

Selon la même source, le dépôt de ces pièces au musée Cirta porte à 11.787 le nombre total d'artefacts récupérés dans la wilaya de Mila et déposés au musée public de Constantine depuis 2011.

Boumerdès

Un plan intégré pour moderniser la ville

La ville de Boumerdès connaît un dynamisme particulier grâce à la mise en œuvre d'un plan de développement intégré lancé en 2025, visant à moderniser le chef-lieu de wilaya, améliorer le cadre de vie et à rehausser la qualité des espaces urbains, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Selon un exposé du bureau d'études chargé du projet, présenté lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), ce plan s'inscrit dans une approche visant à offrir à Boumerdès une image urbaine qui lui sied, de manière à servir l'intérêt du citoyen, tout en renforçant la qualité de la vie urbaine.

Le plan a été lancé et mis en œuvre cette année, avec la réalisation de travaux de base, incluant le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz et de vidéosurveillance, et le parachèvement des travaux d'aménagement des artères principales de la ville. A cela s'ajoutent

l'aménagement d'axes routiers principaux et le réaménagement urbain du quartier Alilikia, du carrefour de la RN 24 et du front de mer.

Pour 2026, le plan prévoit notamment l'aménagement du carrefour mitoyen à l'hôpital d'orthopédie-traumatologie jusqu'au carrefour de la cité Alilikia, la réhabilitation du boulevard de l'Indépendance et de l'axe reliant le lycée "Mohamed El-Aid Al-Khalifa" au quartier Albatros, avec l'intégration des routes secondaires, la création de pistes cyclables, de terrains de sport de proximité, d'espaces verts et d'autres infrastructures urbaines. Le plan prévoit également la réhabilitation totale des artères principales et secondaires, des trottoirs et des parcours piétons, de même que le reboisement des zones urbaines, la réalisation de réseaux d'évacuation des eaux pluviales, ainsi que la création de jardins et d'espaces de détente et de loisirs, selon le même exposé.

Médéa

Deux hôpitaux dotés de scanners

Les établissements publics hospitaliers (EPH) de Beni-Slimane et de Tablat, dans la wilaya de Médéa, ont récemment été dotés de scanners, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale de la Santé.

Cette opération vise à renforcer les moyens de prise en charge des patients et à améliorer les prestations sanitaires au sein des hôpitaux, a indiqué le directeur local de la santé, Mohamed Zohir Hadj Sadok.

L'acquisition de ces équipements médicaux est également appelée à faciliter le travail du personnel médical affecté à ces EPH, a-t-il ajouté.

Des équipements similaires ont

été installés au début de l'année dans les hôpitaux de Médéa et de Ksar-El-Boukhari, ainsi que dans de nombreux établissements publics de santé de proximité (EPSP) de divers types d'appareils médicaux, a-t-il rappelé.

Il a cité, dans ce contexte, l'acquisition d'appareils de réanimation, d'anesthésie, d'échographie, de biochimie, de radiothérapie, de photothérapie et de radiographie pour ces établissements de santé, dans le but d'améliorer les conditions de travail du personnel médical et d'assurer des prestations de qualité, a-t-il souligné.

Ghardaïa

Une nouvelle sûreté urbaine à Metlili

Une nouvelle sûreté urbaine a été inaugurée jeudi à Hai El-Hadba, relevant de la sûreté de daïra de Metlili. La cérémonie inaugurale a été présidée par l'inspecteur régional Sud-est de Police (Ouar-gla), le contrôleur général de Police Lahcène Hassaine, en compagnie du wali de Ghardaïa, Abdallah Abi Nouar, des autorités locales, et de représentants de la famille révolutionnaire et de la société civile.

Lors de la cérémonie, l'accent a été mis sur l'importance de cet "important acquis" en matière de

préservation de la sécurité du citoyen, la protection de ses biens et la prise en charge de ses préoccupations, et ce, à travers des prestations sécuritaires de qualité.

Selon les explications fournies, la première sûreté urbaine de Hai El-Hadba couvre une superficie de 2.000 m2, dont 516,9 m2 bâtis, et comprend une dizaine de bureaux administratifs à l'étage, ainsi qu'un hall de réception, une salle d'attente et des bureaux des sections de police urbaine et de lutte contre la criminalité urbaine, en plus de quatre logements de fonction.

Alger

Incendie dans des magasins de prêt-à-porter à Dely Ibrahim

Aucune perte humaine n'a été déplorée dans l'incendie déclaré à 3H22 dans des magasins de prêt-à-porter dans la commune de Dely Ibrahim à Alger, a annoncé, vendredi, la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Suite à l'incendie qui s'est déclaré dans deux villas exploitées comme magasins de prêt-à-porter, au niveau

de la cité 11 Décembre 1960, commune de Dely Ibrahim (daïra de Cheraga), huit (8) camions citernes, une ambulance et une échelle mécanique ont été mobilisés à cet effet, précise la même source.

L'incendie a été totalement maîtrisé à 5H50 et aucune perte humaine n'a été déplorée, ajoute le communiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

29 jourada ethania 1447

El Fedjr 06h24	Dohr 12h46	Assar 15h17	Maghreb 17h38	Icha 19h03
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Equipe Nationale - Les Verts depuis hier à Rabat

L'heure de vérité a sonné pour Petkovic et les siens

L'équipe nationale est à pied d'œuvre depuis hier à Rabat, marquant ainsi l'entrée officielle dans la phase la plus délicate et la plus déterminante de la CAN 2025. L'épreuve de vérité est désormais engagée.

M. Zeggai

Les choses sérieuses ont réellement pris forme dès l'annonce de la liste des joueurs appelés à défendre les couleurs nationales, une liste qui symbolise à la fois la confiance placée en ces joueurs et l'exigence qui les accompagne. Conscients du poids immense de la responsabilité qui repose sur leurs épaules, les Verts savent qu'il ne s'agit pas d'un simple rendez-vous footballistique. L'enjeu dépasse le cadre du terrain. Pour des raisons que tout le monde connaît, il n'est plus question de calculer ni de reculer. L'EN n'a pas le droit de passer à côté, car c'est le prestige de la sélection nationale, mais aussi l'honneur de tout un public, qui se joue à travers cette compétition continentale.

A mesure que le jour J approche, la pression monte, la tension s'intensifie et les attentes deviennent de plus en plus fortes. Dans ce contexte, une seule voie est acceptable : aller jusqu'au bout, avec détermination, discipline et esprit de sacrifice, sans jamais perdre de vue l'objectif final.

Tous les espoirs reposent aujourd'hui sur le groupe de l'équipe nationale qui, il faut le dire, dispose de solides arguments pour rivaliser avec ses adversaires, honorer le maillot vert et représenter dignement l'Algérie.

La qualité individuelle, la cohésion du collectif et l'expérience acquise lors des précédents rendez-vous constituent autant d'atouts pour ambitionner un parcours à la hauteur des attentes.

En somme, ce déplacement au Maroc marque le début d'une nouvelle étape pour les Verts, déterminés à redresser la barre après des performances mitigées lors des deux dernières éditions de la Coupe d'Afrique des Nations. Cette volonté met en évidence l'importance de ce tournoi continental, considéré comme une opportunité de réaffirmer la position de l'Algérie sur la scène continentale.

Avec un groupe motivé et un encadrement déterminé, l'EN espère repartir sur de nouvelles bases et démontrer tout son potentiel. La route vers la consécration a commencé hier. Par ailleurs et à propos de l'effectif, Chergui est le seul élément qui n'a pas pris part aux séances d'entraînement collectives depuis le début du stage de préparation. Le joueur en question fait l'objet d'un suivi médical rigoureux tout en poursuivant un programme de travail individuel adapté à sa condition physique.



UN PREMIER TEST GRANDEUR NATURE POUR VLADIMIR PETKOVIC

A quatre jours du premier match contre le Soudan, les Verts semblent prêts pour la bataille et Vladimir Petkovic semble déjà avoir une ossature assez claire. Alors quelles chances des nôtres lors de ce rendez-vous continental tant attendu ? L'EN fait partie des nations qui peuvent sérieusement rêver d'un sacre lors de cette compétition africaine. Encore plus, les Verts sont décidés plus que jamais à effacer les ratages des 2021 et 2023 qui ont marqué les esprits et laissés un goût amer au grand public algérien. Ces échecs sont restés en travers de la gorge des inconditionnels de l'équipe nationale, dirigée par Djamel Belmadi, et qui n'a pas fait mieux que le premier tour, dans des poules pourtant à portée. Aujourd'hui, on peut dire, sans risque de nous tromper, que l'EN arrive avec plus de maturité, une profondeur claire et une vraie stabilité tactique et ce, malgré certaines incertitudes liées aux blessures et à la concurrence à des postes clés. L'équipe nationale peut compter sur une base solide. Mahrez reste un leader incontournable. Bannacer apporte une maîtrise unique dans l'organisation. Zerrouki sécurise la phase de récupération. Mandi conserve, avec Bensebaïni, un rôle majeur dans l'organisation défensive. Avec eux, on peut citer Aït Nouri et Hadjam, chacun dans son style, par leur précision

défensive et leur jeu offensif.

Autour de ces intouchables, une nouvelle génération monte en puissance. Chaïbi apporte un volume moderne. Hadj Moussa offre une solution de luxe en attaque. Maza continue de briller et fait parler de lui grâce à ses remarquables qualités de meneur de jeu sans pour autant oublier Boudaoui. Chergui pourrait apporter sa fougue et son efficacité défensive ou encore Belghali, l'autre alternative pour sa discipline tactique. En attaque, Amoura apporte vitesse, percussion et profondeur dont la complémentarité avec Bounedjah, avec son sens du but, s'annonce comme l'un des points forts. Kebbal, lui, est capable de donner plus de vivacité et de punch. Cette richesse donne au sélectionneur national plusieurs options.

Compte tenu de ce potentiel, on peut dire que peu d'équipes africaines peuvent rivaliser avec une telle profondeur technique. C'est à Vladimir Petkovic, qui dispose d'un groupe dense, de trouver la bonne formule. Car, la concurrence interne pourrait s'avérer décisive au fil de la compétition et pourrait également constituer l'une des forces de l'équipe nationale avec un banc de remplaçants de qualité. Petkovic veut une équipe capable de résister puis d'imposer son rythme. L'environnement autour de la sélection soutient aussi ce projet. Le groupe bénéficie d'une stabilité rare et d'un soutien populaire constant. Si les principes du coach résistent à la pression du tournoi, l'EN peut viser une nouvelle consécration continentale.

Aouar forfait ! Abdelli à la rescousse

Aouar ne participera pas à la CAN 2025. Hier, selon un communiqué du chargé de la communication de la FAF, Aouar a contracté une blessure lors des séances d'entraîne-

ment des Verts. Une autre source a indiqué que le joueur a déjà quitté hier le centre technique de Sidi Moussa, lieu du regroupement de l'EN, vers la France pour des tests

médicaux. Avec cet imprévu, le staff technique national a décidé de faire appel à Himad Abdelli, le talentueux milieu de terrain d'Angers.

M. Z.

Déclarations de joueurs

Chaïbi: «On est contents tous de se retrouver en équipe nationale. On a hâte de faire le voyage et se mettre dans le bain de la compétition. La préparation se passe bien. Ma première participation à la CAN n'a pas été une réussite (élimination dès le premier tour en Côte d'Ivoire-2024, NDLR), ça m'a touché. On est bien décidés à faire mieux cette fois-ci et rendre fiers nos supporters. On est l'Algérie, on ira pour gagner le trophée. Le premier match de la compétition face au Soudan est très important, on en a parlé entre nous. C'est le match qui te met dans la compétition, je prends l'exemple de la CAN remportée en 2019, les joueurs étaient bons dès la première rencontre. On aura à cœur de montrer qu'on est prêts pour le tournoi, Inch'Allah on fera un bon match face au Soudan».

Kebbal: «Les préparatifs se passent bien, on est contents de se retrouver à Sidi Moussa. On s'entraîne à fond pour faire une grande

CAN Inch'Allah. Nous sommes tous prêts, on est conscients qu'il y a une grande compétition qui arrive, et on se doit de performer. Nous sommes en train d'apporter les derniers réglages avant le voyage. Concernant nos chances, on sait qu'on est une grande nation de football, mais on doit le démontrer sur le terrain pour aller le plus loin possible dans le tournoi. Il faut éviter les mauvaises surprises comme ce fut le cas pour nous lors des deux dernières éditions. La CAN se gagne sur le terrain et pas à l'extérieur. On travaille dur pour réaliser un bon tournoi.»

Mandrea: «Nous sommes en train de se préparer correctement. Les joueurs sont en forme, tout le monde se prépare tactiquement et techniquement de la meilleure des manières en prévision du tournoi. Dans un registre personnel, je suis très heureux de retrouver la sélection, fier d'être là et de pouvoir aider comme je le peux l'équipe nationale.»

Ligue 1 (13^e journée)

Le MB Rouissat, l'ES Ben Aknoun et l'ASO en verve

Le fait marquant de cette première partie de la 13^e journée aura été l'exploit du nouveau promu, le MB Rouissat, qui a infligé au leader de la Ligue 1, le MCA sa première défaite de la saison. En effet, invaincu depuis l'entame du championnat, le Mouloudia d'Alger est tombé à Ouargla devant une formation du MBR qui a eu le mérite de bien réagir pour mettre fin à une mauvaise série de six matchs sans victoire, toutes compétitions confondues. L'unique but de la partie a été inscrit par Merzougui, l'ancien attaquant du «Doyen». Les «Vert et Rouge» ne sont jamais parvenus à rétablir l'équilibre ou confirmer leur statut de postulant au sacre final. En somme, en dépit de cette contre-performance, le MCA demeure en tête du classement, conservant quatre points d'avance sur ses plus proches rivaux avec en plus trois rencontres en retard. Le MB Rouissat, quant à lui, remonte à la 7^e place au tableau, et avec deux matchs en moins.

Au stade du 5 Juillet, l'ES Ben Aknoun a joué sans complexe et a tenu la dragée haute à la décevante formation de l'USM Alger qui a vu sa belle série de cinq victoires consécutives, toutes compétitions confondues, prendre fin. Les «Rouge et Noir» ont ouvert le score grâce à Khaldi (19'), avant que le «Nedjm» n'égalise par l'ancien buteur de l'US Biskra, Saâd, qui a exploité une bête vue monumentale du défenseur usmiste Alilet (26'). L'USMA est parvenue à reprendre l'avantage par son

défenseur Loucif, juste avant le repos. En seconde période, les joueurs de l'entraîneur Mounir Zeghdoud ont réussi à rétablir l'équilibre sur un joli heading d'Oukali (69'). Les dernières minutes de la partie n'apportèrent aucun changement au tableau d'affichage. Avec ce résultat de parité, les «Rouge et Noir» restent scotchés au pied du podium avec un match en moins, alors que l'ESBA réalise une bonne opération en attendant ses deux matchs en retard.

A Chlef, le MC Oran a, de nouveau, déçu son public. Face à une équipe de l'ASO Chlef, fragilisée par sa position au classement et hantée par le spectre de la relégation, les Oranais du Mouloudia, certes, handicapé par l'absence de plusieurs joueurs, ont laissé passer une précieuse occasion de se racheter après leur élimination prématurée en Coupe d'Algérie. Le résultat est décevant, tout comme la prestation livrée qui commence sérieusement à susciter l'inquiétude. De son côté, l'ASO s'est contentée d'un seul but pour engranger les trois points. A la faveur de cette victoire, les Chélifiens quittent momentanément la zone de relégation en attendant la mise à jour définitive. A noter que les péripéties de ce 13^e round se poursuivront aujourd'hui avec deux matches: JS Saoura-ES Mostaganem (15h00) et CR Belouizdad-Olympique Akbou (18h00), deux matches dont les résultats pourraient aboutir à quelques changements au classement général.

M. Zeggai

Par crainte d'être expulsés des Etats Unis Des parents sans-papiers confient leurs enfants à des tuteurs

« Je sors moins pour aller travailler car j'ai peur de ne pas revenir à la maison auprès de mes enfants », explique Rosa, une Guatémaltèque de 32 ans qui, sans statut légal dans le pays, préfère taire son nom de famille. Il y a huit ans, Rosa et son mari ont quitté le Guatemala pour fuir la pauvreté et se sont installés en Floride. Ensemble, ils ont deux enfants, une fille de 11 ans et un garçon de quatre ans.

En septembre, le mari de Rosa travaillait sur un chantier lorsqu'il a été arrêté et envoyé dans un centre de rétention au Texas, où il se trouve toujours.

« Ce n'est pas facile d'expliquer cela (à ses enfants). Mon fils attend que son père rentre et comme il ne revient pas, il est triste », raconte-t-elle à l'AFP.

Rosa, effrayée à l'idée de subir le même sort que son mari, s'est alors tournée vers Nora Sandigo. Cette Nicaraguayenne de 60 ans, naturalisée américaine, a fondé à Miami une organisation pour venir en aide aux enfants de familles sans papiers et devenir leur tutrice légale.

Cette démarche permet à un adulte d'obtenir une procuration qui autorise ce tiers de signer des documents concernant les mineurs - que ce soit à l'école, à l'hôpital ou même devant les tribunaux - si leurs parents sont déte-

Depuis l'arrestation de son mari par la police de l'immigration américaine, Rosa se retrouve seule avec ses deux enfants en Floride. Craignant de subir le même sort, elle a décidé de signer, comme un nombre croissant de sans-papiers aux Etats-Unis, une procuration pour confier la garde légale de ses enfants à un tiers de confiance.

nus par les autorités. Les parents ne perdent toutefois pas la garde légale de leurs enfants.

Aujourd'hui, Nora Sandigo est la tutrice légale d'environ 350 mineurs américains et de 137 enfants nés à l'étranger. Tout au long de sa carrière, elle a pris en charge plus de 2.000 enfants.

Certains ont même vécu, parfois pendant plusieurs mois voire années, sous son toit avec ses filles, lorsque leurs parents ont été expulsés.

PARENTS DÉSESPÉRÉS

Aux Etats-Unis, de plus en plus de sans-papiers confient la garde de leurs enfants à proches ou personnes de confiance.

Si aucun chiffre national n'est disponible, la presse américaine regorge d'exemples d'asso-

ciations, de militants ou d'avocats qui ont multiplié ces démarches depuis janvier dernier, du Vermont à Chicago, du Massachusetts à l'Illinois. La Californie a même adopté cet automne une loi à ce propos.

Le nombre de demandes « a augmenté de manière spectaculaire », confirme à Miami Nora Sandigo, qui raconte recevoir chaque jour des appels de parents désespérés.

Elle établit un lien direct avec le durcissement de la politique anti-immigration de Donald Trump.

« L'arrivée de la nouvelle administration et son discours terrifiant de persécution visant les migrants angoisse énormément les enfants, cela a été effroyable », raconte-t-elle.

Dans les rues de Floride, les descentes parfois brutales de police de la police de l'immigration (ICE) sèment la terreur au sein d'une

population largement issue de l'immigration.

Au total, les autorités américaines disent avoir expulsé plus de 605.000 sans-papiers depuis janvier.

«S'ILS S'EN VONT, JE PARS AVEC EUX»

La veille de la traditionnelle fête américaine de Thanksgiving fin novembre, Nora Sandigo a ouvert les portes de sa maison à plusieurs familles. Parmi elles, Jessica, 14 ans, est venue avec ses frères et sa mère récupérer de la nourriture, dont la traditionnelle dinde que l'on déguste dans les familles américaines.

Née aux Etats-Unis, elle a construit toute sa vie en Floride et vit désormais sous la protection de Nora Sandigo. Pourtant, la situation de ses parents sans papiers « lui fait peur ».

« Ma plus grande inquiétude, c'est qu'ils soient expulsés », raconte l'adolescente. « Car, s'ils s'en vont, je pars avec eux. »

A ses côtés, Nora Sandigo tente de renforcer la jeune fille mais craint que la politique de Donald Trump ne laisse des séquelles psychologiques et un profond ressentiment chez toute une génération.

« J'aime les enfants et je veux être utile, les aider, mais pas dans ces circonstances », confie-t-elle.

Travailleurs immigrés au Royaume-Uni Des fantômes de la nuit

« Nous sommes des fantômes », dit Leandro Cristovao, un Angolais qui emballe des produits alimentaires dans un entrepôt de Londres à l'heure où les gens dorment. Les immigrés comme lui représentent une part croissante des travailleurs de nuit, cruciaux pour l'économie britannique.

Sur les neuf millions de travailleurs nocturnes au Royaume-Uni, le nombre d'étrangers est passé en une décennie de 1,5 million à 2 millions, selon des statistiques officielles publiées en 2023. Et dans le secteur de la santé et des soins, plus d'un tiers des travailleurs de nuit sont des migrants.

« Beaucoup de travail de nuit est effectué par des travailleurs migrants dans des secteurs injustement désignés comme « peu qualifiés », explique Julius-Cezar Macarie, professeur de sociologie à l'University College de Cork.

« Leur travail est absolument essentiel, ils permettent à cette société de fonctionner 24 heures sur 24 », ajoute le chercheur, qui étudie « l'invisibilité » de ces travailleurs.

Alors que le gouvernement travailliste britannique durcit sa politique à l'égard des travailleurs étrangers peu qualifiés, sur fond de montée du sentiment anti-immigration, certains témoignent auprès de l'AFP de leur travail de l'ombre.

L'AGENTE D'ENTRETIEN

Au moment où le soleil se lève par une froide matinée d'hiver dans le centre de Londres, Roxana Panozo Alba marche à contre-courant des employés de la finance dont elle a nettoyé les bureaux pendant la nuit.

Cette femme de 46 ans et son équipe - dont la plupart sont des immigrés - nettoient toilettes, cuisines, salles de conférence et bureaux de 22h à 7h. Elle est payée au salaire horaire minimum londonien (13,85 livres, 15,7 euros).

Originaire de Bolivie, elle a acquis la nationalité espagnole par le mariage, et a déménagé au Royaume-Uni avec son mari car « il n'y avait plus de travail en Espagne ».

Elle travaille de nuit depuis huit ans pour pouvoir voir ses deux enfants la journée, et parce qu'elle ne parle pas anglais, ce qui limite les opportunités.

« Travailler la nuit n'est pas bon, cela abîme la santé », commente-t-elle. « Il faut dormir » pendant la journée, mais « le moindre bruit vous en empêche ».

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Omatule Ameh, 39 ans, travaille de nuit auprès d'enfants en situation de handicap dans le sud-est rural de l'Angleterre. Il est



arrivé du Nigeria en 2023 avec un visa de travailleur social.

Pendant la journée, il s'occupe de ses deux enfants, âgés de huit ans et 18 mois, tandis que sa femme travaille dans la même institution spécialisée. Parfois, il ne dort que trois heures. « Emotionnellement, mentalement, cela use », dit cet homme payé au salaire horaire minimum (environ 12,20 livres).

Judith Munyonga, Zimbabwéenne de 44 ans, travaille de 19h à 7h quatre jours par semaine auprès de patients souffrant de lésions de la moelle épinière dans le Hertfordshire, au nord de Londres. Elle surveille ses patients pendant leur sommeil, souvent assise à leurs côtés dans l'obscurité. « J'écoute de la musique dans un écouteur pour tenter de rester éveillée. Quand il fait noir, ce n'est pas facile », raconte-t-elle.

Les deux professionnels se disent préoccupés par la décision du gouvernement de mettre fin à la délivrance de visas pour les travailleurs sociaux et par la montée des discours anti-immigration. Le mois dernier, le gouvernement a annoncé qu'il triplerait le délai avant que certains travailleurs sociaux « peu qualifiés » puissent demander la résidence permanente, de cinq à quinze ans.

« Cela re vient à changer les règles en cours de jeu », déplore Omatule Ameh.

Le gouvernement a aussi supprimé la disposition permettant aux travailleurs sociaux d'amener leur famille au Royaume-Uni - la voie par laquelle Judith Munyonga a fait venir son mari et ses enfants.

« C'est triste », dit-elle. « Vous êtes là pour prendre soin d'une famille, pour qu'elle vive normalement. »

Ameh suit des cours de management et souhaite « gravir les échelons ».

LE CUISINIER

Sandeep essuie le comptoir d'un café londonien ouvert 24h/24. Il est bientôt 7h et il s'apprête à terminer son service de douze heures.

Ce Népalais de 21 ans y travaille comme cuisinier depuis deux ans. Ce diplômé d'informatique a commencé lorsqu'il était étudiant et continue, faute d'opportunité dans la tech.

« C'est vraiment difficile de trouver un travail en ce moment », explique-t-il, ajoutant qu'il n'a « pas d'autre choix » que de travailler la nuit.

Il a quitté son pays en 2023 : « il n'y a rien là-bas pour les jeunes comme nous », dit-il.

L'AGENT DE CONDITIONNEMENT

Leandro Cristovao, 36 ans, emballe des produits alimentaires destinés aux restaurants, écoles et hôtels britanniques aux petites heures du matin. Lorsqu'il a commencé, il faisait des « cauchemars » et se réveillait en sursaut pendant la journée, redoutant d'être en retard au travail. « Je suis presque devenu un fantôme », raconte-t-il dans l'entrepôt londonien où il travaille.

Son patron, Martin Dykes, explique que son entreprise, Nature's Choice, a souffert après le Brexit et s'inquiète des nouvelles restrictions de visas, étant donné la difficulté à trouver des travailleurs locaux pour les horaires de nuit.

« Mais nous sommes là », réplique Leandro Cristovao. « Pendant qu'ils dorment, nous sommes là », dit-il en désignant les meubles résidentiels derrière lui, toutes lumières éteintes.

Publicité

APPARTEMENTS

■ V/loue/éch à Tialet, C/V, C/simil Oran, F6, acte 03 façade/sud, cour comm 3.000 m², dans cité clôt par 04 br, proximité de commo police + PTT + hammam + école + CEM + univ + superette + bus 02 sans vers centre-ville - Tél : 0557.74.60.91 / 0558.29.57.69

VILLAS

■ URGENT : A vendre villa, actée, 226 m² - 2f, C/V, Terga, 45 min d'Oran. Prix: 1,2 nég + A louer appart Canastel, 3^e étage, 4,5U/mois, avec 7 mois d'avance - Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

LOCAUX

■ Loue à Tialet C/V sur princi bd, cafétéria, actuel en activité, 02 façade avec mat neuf complet, face univ + CEM + prim + lycée + univ / ufc Terrasse + possi, loue F2 dans villa avec cafétéria + entrée individ. Tél : 0557.74.60.91 / 0558.29.57.69

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIARET
DAIRA DE AIN-DEHEB
COMMUNE DE NAIMA
NIF : 098514209001726

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES N°/2025

La commune de Naima lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour projet : Fonçages et équipements d'un forage et réalisation d'une bache d'eau capacité de 25 m3 et raccordement en énergie solaire

à zone ouahassi L'appel d'offre s'adresse aux entreprises, remplissant les conditions suivantes :

Est destinée aux soumissionnaires disposant d'un certificat de qualification et de classification activité principale d'hydraulique en cours de validité: Catégorie 04 et plus avec les codes 34.303 - 34 709 - 34.404.3

- Partie A: Ayant réalisé au moins un cumul de 2000 ML de Forages, A justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par le maître de l'ouvrage.

- Partie B : Ayant réalisé des équipements électromécaniques au moins de 01 forages, A justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par le maître de l'ouvrage.

- Partie C : Avoir réalisé 02 kits solaire A justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par le maître de l'ouvrage.

DOSSIER DE CANDIDATURE : Contient

1. Une déclaration de candidature dûment renseignée datée et signée.
 2. Une déclaration de probité dûment renseignée datée et signée.
 3. Les statuts pour les sociétés.
 4. Copie du registre de commerce électronique
 5. Attestation de mise à jour (CNAS, CASNOS, CACOBAT)
 6. Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les personnes morales
 7. Extrait de rôle de l'entreprise apuré ou avec échéancier daté moins de trois (03) mois.
 8. Copier du numéro d'identifiant fiscale
 9. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
 10. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires
- Capacités professionnelles : - Certificat de qualification Activité principale Hydraulique : classées à la catégorie :
-Partie A : Catégorie 04 et plus avec les codes 34.303/34.709/34.404.3
-Partie B : spécialisés dans le domaine de fabrication ou installation des systèmes solaires mentionné dans le registre de commerce.
(appuie par attestation de bonne exécution d'équipement par système de pompage solaire des forages
- liste moyes humains avec des copies de pièces justificatives (attestation CNAS valide + attestations de succès ou diplômes, CV selon modèle annexé au cahier des charges).
- liste du matériels à mobiliser pour le projet appuyée par des copies des cartes grises ou autres documents justificatifs de possession (tout acte notarié, liste du matériel certifié par huissier de justice ou un expert agréé pour le matériel non roulant).
-Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.

NB : - toute offre ne répond pas aux conditions de l'éligibilité sera rejetée sans qu'il soit évalué.

B. OFFRE TECHNIQUE : Contient

- 01- Une déclaration à soussigner dûment renseignée datée et signée
- 02- mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des Dispositions de l'article 78 du décret présidentiel suscité à savoir :
03 - Les délais d'exécution justifiés par le planning-
04 - Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté).

C. OFFRE FINANCIERE : Contient

1. Lettre de soumission dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire (modèle annexé au cahier des charges).
 2. Bordereau des prix unitaires dûment rempli, daté et signé par le soumissionnaire.
 3. Devis quantitatif et estimatif dûment rempli, daté et signé par le soumissionnaire.
- Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidatures seront exigées uniquement de l'attributoire du marché.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'Appel d'Offres ainsi que la mention « DOSSIER DE CANDIDATURE » ou « OFFRE TECHNIQUE » ou « OFFRE FINANCIERE », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant ce qui suit :

« A L'OUVERTURE QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

AU P/APC COMMUNALE DE NAIMA

APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE

DE CAPACITES MINIMALES N°/2025

PROJET: Fonçages et équipements d'un forage et réalisation d'une bache d'eau capacité de 25 m3 et raccordement en énergie solaire

La durée de préparation des offres est fixée à (15) quinze jour à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Le jour, l'heure limite, de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres de 08h00 à 12h00, le dépôt se fait à l'adresse suivante :

Siège de l'APC de Naima BUREAU DES MARCHES

L'ouverture des plis, des dossiers de candidatures et des offres techniques et financiers aura lieu en séance publique le même jour de dépôt des offres à 13h30 au siège de l'APC de Naima, les soumissionnaires ou leurs représentants peuvent y assister s'ils le souhaitent.

Si le jour de dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncident avec un jour férié ou de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois, à compter de la fin de la durée de préparation des offres.

Naima le :

LE P/APC

ANEP N° 2531016370 Le Quotidien d'Oran 20/12/2025

République algérienne démocratique populaire

Wilaya d'Oran
Daïra Aig. Turck
Commune de Mers E Ikebir

Avis d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15/247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public le président de l'assemblée populaire communal de mers el Kébir informe l'ensemble des soumissionnaire ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales parues aux quotidiens :

الجمهورية 2025/12/01 et le quotidien d'Oran le 02/12/2025 portant l'objet:

REHABILITATION DE LA SALLE DE SOIN HAÏ OUANCHARIS..

*Vu le procès verbal d'ouverture des plis N° 25 du 08/12/2025

*Vu le procès verbal d'analyse des offres technique N° 47 du 08/12/2025

*Vu le procès verbal d'analyse des offres financières le N° 48 du 08/12/2025

Le P/APC annonce l'attribution provisoire de projet comme suite

N°	PROJET	Nom de soumissionnaires	Montant	Délai de réalisation	Qualification technique	Remarque
01	REHABILITATION DE LA SALLE DE SOIN HAÏ OUANCHARIS	Enterprise travaux T.C.E BEDRA RACHID IMADE	7 999 061.00DA	60 JOUR	69.16	QUALIFIER TECHNIQUE MEHT - OFFRE MOINS DISANTE

Pour les soumissionnaires non retenus, ceux d'entre eux qui sont intéressés, ils sont invités de se rapprocher au niveau du bureau de marches publiques de la commune de Mers el kebir au plus tard 03 jours à compter de la date du premier affichage du présent avis pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres technique et financier. Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours dans les 10 jours à compter de la date de premier affichage du présent avis. Conformément au décret présidentiel n° 15/247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Fait à Mers el kebir

Président de l'assemblée populaire communal

ANEP N° 2531016379 Le Quotidien d'Oran 20/12/2025



L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a le plaisir d'annoncer sa participation en tant que **Partenaire Média** à la 33^{ème} édition de la Foire de la Production Algérienne (FPA), sous le thème « l'Algérie construit son avenir » qui se tiendra du 18 au 27 décembre 2025 au Palais des Expositions (SAFEX), Pins Maritimes, Alger.

À cette occasion, nous invitons chaleureusement le public à venir visiter notre stand, situé au pavillon **Nouveau Hall**, pour découvrir les divers services offerts par nos filiales (ANEP Communication et Signalétique, ANEP Messagerie Express et ANEP Audiovisuel AL24News) et nos unités (Édition et Imprimerie Rouïba), et rencontrer notre équipe mobilisée pour répondre à toutes vos questions, afin d'accompagner les entreprises dans les domaines de la Communication, Publicité, la Logistique, l'Édition et l'Impression.

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité s'est attelée, dès sa création en 1967, à développer son portefeuille d'activités qui recouvre désormais la publicité, l'impression, la communication, l'édition, l'information et le transport.

L'ANEP vous souhaite la bienvenue et espère vous retrouver au Rendez-vous.

2

10.50 Chacun son tour
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.20 13h15, le samedi
14.00 C'est bon à savoir
14.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.45 Ensemble construisons demain
16.49 Affaire conclue,
18.05 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.30 ...le samedi

21.10 100 % logique : la réponse est sous vos yeux



A quelques jours des fêtes de Noël, Cyril Féraud propose une édition spéciale du grand jeu "100% logique : la réponse est sous vos yeux", avec des surprises tout au long de cette émission bien particulière, qui ne teste pas la culture générale et les connaissances des concurrents, mais leur logique, leur sens de l'observation et leur bon sens. Quel que soit son âge, son niveau d'études ou de connaissances, tout le monde peut donc participer. Tandis que cent candidats s'affrontent dans la bonne humeur sur un plateau décoré aux couleurs de Noël, les téléspectateurs sont invités,...

23.25 Quelle époque !

3

10.00 Mr Magoo
10.20 Les Quiquoi
10.56 Les enfants chantent
11.10 Chef pays
12.00 Enquêtes de région le mag
12.20 ICI 12/13
12.55 Intérieurs
13.30 Samedi d'en rire
17.25 Le jeu des 1000 euros
18.05 Questions pour un champion
19.00 ICI 19/20
20.10 Hors jeu
20.35 Le meilleur de la bûche de Noël

20.10 Meurtres à...



Episode 4 : Meurtres aux Marquises

L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve,...

4

09.38 La famille Weasy
09.55 Bluey
10.53 Les as de la jungle à la rescousse
11.55 Manger, bouger, dormir
12.39 Potobot
13.15 Un jour, une question
15.28 Ninjago, le soulèvement des dragons
17.18 Héros à moitié
19.10 Okoo-koo

21.05 Le château ambulant



Au cœur d'une aventure se trouve Sophie (Chieko Baisho), une jeune femme timide et réservée de 18 ans, qui se consacre corps et âme à la chapellerie héritée de son père défunt. Sa vie monotone bascule le jour où, lors d'une rare escapade en ville, elle croise la route de Hauru (Takuya Kimura), un magicien aussi charismatique qu'énigmatique, connu pour son château ambulant, une forteresse mécanique capable de se déplacer à travers les terres. Leur rencontre, aussi fugace qu'électrisante, attire l'attention de la redoutable sorcière des Landes (Akihiro Miwa),...

22.55 Anime, une épopée japonaise

5

09.00 Peppa Pig
09.15 Bluey
09.47 Simon
10.09 Les Moodz
10.15 Des trains pas comme les autres
10.45 Silence, ça pousse !
12.40 Bouquetin, la vigie des montagnes
13.40 Voyage à travers les couleurs
14.31 Imprévus
14.50 Félics
16.35 Sur les traces des pionniers du froid
17.25 C dans l'air
18.55 C à vous
21.00 C'est bon à savoir
21.05 Echappées belles

arte

09.20 Invitation au voyage
10.30 Un train au coeur des merveilles africaines
11.15 Danger sur les rails
15.15 John Wayne, l'Amérique à tout prix
16.05 La route de la soie et autres merveilles
16.45 Invitation au voyage
17.30 Portugal, les régates de moliceiros
18.05 Kosovo, les nouveaux bouillleurs de cru
18.50 Un billet de train pour...
19.45 Arte journal
20.05 La grande migration des poissons d'argent

TMC

09.50 Quotidien
11.40 Noël sous les aurores boréales
13.15 Romance au palais de glace
14.50 La chronique de Noël
16.25 Un Noël plein d'histoires
18.00 Marchés de Noël en folie et décorations de plus en plus magiques
19.35 Noël, la passion des Français
21.15 Columbo



23.05 90' Enquêtes



CINE + PREMIER 19.50

SPARTACUS: HOUSE OF ASHUR

Saison 1 - Episode 4

Acteur: Nick E. Tarabay, Tenika Davis, Graham McTavish, Jordi Webber,...

Ashur met tout en oeuvre et ne recule devant rien pour obtenir une place pour les combats de Ludi Apollinares avant que Marcus Crassus n'arrive.



CANAL+ family 20.50

LE NOËL DE TEDDY L'OURSON

Acteur: Marte Klerck-Nilssen, Vegard Strand Eide, Lene Kongsvik Johansen;..

Alors que Noël approche, la petite Mariann est persuadée d'avoir vu éternuer un ours en peluche sur un stand de jouets. Pour en avoir le coeur net, elle fait tout son possible pour le retrouver. Un film de Noël norvégien qui fait alterner des scènes en prises de vue réelles et de jolies séquences en images de synthèse qui donnent vie à des personnages en peluche absolument irrésistibles. Un bon moment à partager en famille en cette période de fêtes.



CANAL+ CINEMA 21.00

JANE AUSTEN A GÂCHÉ MA VIE

Acteur: Camille Rutherford, Pablo Pauly, Charlie Anson, Annabelle Lengronne, Liz Crowther...

Agathe Robinson, une trentenaire passionnée de littérature, travaille à la célèbre librairie Shakespeare and Company, nichée au coeur de Paris. En parallèle de son emploi, elle nourrit le rêve d'écrire un roman inspiré par l'oeuvre de Jane Austen. Célibataire, elle partage son quotidien avec sa soeur et son neveu, mais se sent frustrée par le manque de reconnaissance de son talent. Son meilleur ami et collègue, Félix (Pablo Pauly), convaincu de ses capacités, prend les choses en main. À son insu, il soumet les premières pages de son manuscrit à la Jane Austen Society. À sa grande surprise, les membres de cette illustre société,...

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Star Academy



Saison 13 - Episode 10

Les élèves qui ont assuré leur présence sur la prochaine tournée et qui rejoignent Ambre, Sarah et Bastiaan, les trois premiers talents en herbe à avoir décroché le premier sésame, sont désormais connus. Au château, les professeurs distillent de précieux conseils à leurs élèves, bien décidés à voir ces derniers exploiter pleinement leur potentiel. Dès l'aube, Ladij Doucouré donne de sa personne pour aider les jeunes chanteurs à démarrer la journée du bon pied. Jonathan Jenvrin, le professeur de danse,...

23.50 Star Academy, retour au château

6

21.10 Les Bodin's grandeur nature



Maria, mamie ravageuse et autoritaire de 87 ans vit avec son fils Christian, vieux garçon débonnaire et naïf de 50 ans dans une ferme. Pendant les grandes vacances, ils acceptent d'accueillir Julie, une de leurs cousines éloignées dont les 400 coups rend la vie de ses parents infernale. La jeune parisienne va-t-elle s'adapter au monde rural et aux bestiaux des Bodin's ? Une chose est sûre : face à cette jeune effrontée tout droit venue de la capitale,...

CANAL+

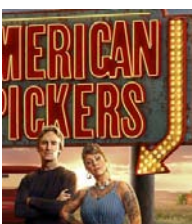
21.00 Rugby : Top 14 Lyon / Toulouse



23.01 Canal Rugby Club le débrief

PLANETE +

09.38 American Pickers, la brocante made in USA
11.58 Le ballon de la liberté
13.46 Mozart, l'ascension d'un génie
15.51 La véritable histoire de Barbie
17.29 La vie secrète des pharaons
19.23 American Pickers, la brocante made in USA



TFX

09.10 One Piece
11.05 Pop . le magazine des pratiques culturelles des 15-35 ans
11.18 Top Info
11.20 Cleaners les experts du ménage
20.10 Star Academy, la quotidienne
21.10 Chroniques criminelles



W9

10.10 Absolument stars
11.40 Desperate Housewives



17.30 La petite histoire de France



10 ERRORS

Le Liban visé par une nouvelle série d'attaques sionistes



L'aviation sioniste a lancé jeudi matin une série de raids contre le sud et l'est du Liban, selon l'agence de presse officielle libanaise.

Selon l'Agence nationale d'information (Ani), des raids ont visé plusieurs régions du sud du Liban, ainsi que des zones montagneuses de la Békaa (est).

Deux personnes sont tombées en martyrs mardi dans deux frappes sionistes qui avaient visé une camionnette au sud de Beyrouth et une voiture dans le sud du Liban.

En violation du cessez-le-feu en vigueur depuis fin novembre 2024, l'armée sioniste poursuit régulièrement ses agressions contre le Liban, faisant souvent des martyrs et des blessés.

Les Nations unies ont annoncé en octobre avoir pu confirmer la mort de 103 civils au Liban depuis la trêve, tout en appelant à un arrêt immédiat des hostilités.

Nouvelle frappe américaine dans le Pacifique



L'armée américaine a frappé jeudi deux bateaux de trafiquants de drogue présumés dans l'est de l'océan Pacifique, faisant cinq morts, après le refus de Donald Trump de soumettre ces opérations à l'autorisation du Congrès.

Au moins 104 personnes ont été tuées dans ces frappes depuis le début de ces opérations, en septembre, contre des navires soupçonnés de participer au narcotrafic dans les Caraïbes et l'est du Pacifique, selon un décompte de l'AFP sur la base des informations des autorités. Les frappes de jeudi sont les troisièmes cette semaine, après la mort de huit personnes lundi dans trois bateaux, puis de quatre autres mercredi dans une seule embarcation.

L'administration du président américain Donald Trump n'a jamais fourni la moindre preuve que les navires visés étaient effectivement impliqués dans un quelconque trafic.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Maroc: The Guardian met la lumière sur les abus commis sur des détenus



Le journal britannique The Guardian a dévoilé les violences «horribles» commises par le régime du Makhzen contre les détenus marocains appartenant au mouvement social des jeunes, dénonçant des violations de procédure lors des procès juridiques.

Plusieurs familles et organisations de défense des droits humains marocaines ont dénoncé, dans les colonnes du quotidien

britannique, des violences policières, affirmant que des centaines de personnes avaient été battues et laissées pendant des heures sans eau, ni nourriture en garde à vue. Cette répression policière a eu lieu lorsque des jeunes marocains sont sortis manifester, fin septembre et début octobre, contre notamment le sous-financement des systèmes de santé et d'éducation et dénoncer la corruption systémique.

Des manifestantes ont été victimes d'actes de harcèlement, d'insultes et de propos grossiers», a déclaré Souad Brahma, présidente de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), ajoutant que trois manifestants ont été tués par la gendarmerie royale, et 14 autres blessés, vraisemblablement par les forces de sécurité, lors d'une manifestation le 1er octobre à Lqliâa, près d'Agadir.

France : enquête pour corruption et perquisitions chez la ministre de la Culture Rachida Dati

Des perquisitions ont été menées jeudi au domicile de la ministre française de la Culture Rachida Dati, ainsi qu'à la mairie de l'arrondissement de Paris qu'elle dirige, dans le cadre d'une enquête pour corruption. La ministre, par ailleurs candidate à la mairie de Paris, est soupçonnée d'avoir perçu 299.000 euros d'honoraires du groupe industriel français GDF Suez quand elle était députée européenne, sans en déclarer la provenance au Parlement européen.

L'enquête est ouverte «no-

tamment des chefs de corruption active et passive, trafic d'influence, détournement de fonds publics, recel et blanchiment de ces délits en lien avec l'exercice du mandat de parlementaire européen de Madame Rachida Dati», a écrit le procureur de la République financier, Jean-François Bohnert, dans un communiqué.

Il y est fait mention jeudi d'opérations de perquisition visant divers lieux, dont notamment la mairie du 7e arrondissement de Paris et le ministère de la Culture, ainsi que des domiciles».



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LES NOUVEAUX TRAFIQUANTS

On ne sait plus s'il s'agit d'inconscience, de filouterie débile ou carrément de dégénérescence mentale ! Qu'est-ce qui fait donc que des individus, véritables incendiaires se vouent totalement à des débrouilles criminelles, bien que sachant au fond d'eux-mêmes qu'ils donnent de sacrés coups mortels à leur pays.

Réels, le besoin et la nécessité ne pourraient en aucun cas expliquer que des malfrats de haute voltige ne se retiennent pas de démolir ce que les sages et la pondération construisent pour que l'Algérie puisse respirer et que se consolide une nécessaire sérénité pour les générations montantes qui frappent à sa porte.

On peut comprendre qu'un zawali en

intégrant malgré lui le commerce informel ne trouve qu'une charrette et des pactoles comme outils pour nourrir ses enfants. Mais qu'une vague de nouveaux trafiquants s'ouvre une brèche dans l'octroi des allocations touristiques pour s'enrichir est le summum caractérisé du non entendement. Ils n'ont pas conscience qu'ils remettent en cause les bienfaits d'une décision prise pour anoblir le tourisme à l'étranger des Algériens.

Treize individus viennent d'être condamnés à Souk Ahras pour avoir terni une mesure bienveillante que d'aucuns

considèrent comme un droit. Il le serait si on effaçait de l'esprit que l'Algérie est une vache à traire livrée aux sacrifices subjectifs. Il est vrai que par le passé, une élite hétérogène avait montré le mauvais exemple jusqu'à mettre l'Etat en danger. Les prisons regorgent en ce moment de simples d'esprit n'ayant pas compris que leurs criminelles œuvres dépasseraient en incidences celles des mercenaires de tout acabit.

Pour certains encore, la filouterie serait un sport national et les nouveaux remous autour de l'allocation voyage ne constituent qu'un des nombreux aspects d'une cupidité présente à tous les niveaux de la société. En la matière, ils transforment le bien en mal pour finalement ne mettre en relief que les bas étages des appareils.

L'Inde passe une loi ouvrant le nucléaire civil au secteur privé



Le Parlement indien a adopté jeudi une loi visant à ouvrir la production d'énergie nucléaire civile aux entreprises privées, dans le cadre de l'ambitieux plan du gouvernement pour quasi tripler sa production d'énergie nucléaire en six ans.

L'Inde reste fortement dépendante du charbon, qui représente 75% de sa production totale d'électricité, pour répondre à une demande énergétique en forte augmentation.

Les coupures d'électricité sont fréquentes dans le pays le plus peuplé du monde (1,4 milliard d'habitants), où la demande énergétique croît avec le développement économique et de la classe moyenne.

Cette loi «marque un tournant dans notre paysage technologique» et ouvre également «de nombreuses opportunités» pour le secteur privé, a déclaré le Premier ministre Narendra Modi.

«Le moment est idéal pour investir, innover et construire en Inde», a-t-il souligné.

En novembre, le bureau de M. Modi avait déclaré que «l'Inde s'orientait désormais vers l'ouverture du secteur nucléaire» pour «les petits réacteurs modulaires, les réacteurs avancés et l'innovation nucléaire».